

(N° 118.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUILLET 1925.

Projet de loi

approuvant l'Arrangement de l'Union Postale Universelle signé à Stockholm le 28 août 1924, concernant les colis postaux et son règlement d'exécution.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Congrès postal réuni à Stockholm du 4 juillet au 28 août 1924, a révisé la Convention de l'Union postale universelle pour le transport des colis postaux, conclue à Madrid le 30 novembre 1920, et qui a fait l'objet de la loi du 20 août 1921.

Le Congrès n'a apporté aucun changement essentiel à la Convention : il a notamment maintenu le franc-or comme unité monétaire et n'a pas modifié les dispositions dérogeant aux prescriptions de la loi du 25 août 1891, qui régissent la responsabilité du transporteur.

Toutefois, l'arrangement intervenu devant annuler et remplacer la Convention susdite, il importe de lui donner force légale. Le Gouvernement vous demande de l'approuver et insiste pour que le présent projet de loi soit voté au cours de la session actuelle, la date de mise à exécution des décisions du Congrès de Stockholm étant fixée au 1^{er} octobre 1925.

*Le Ministre des Chemins de Fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

E. ANSEELE.

Le Ministre des Colonies,

H. CARTON.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

Arrangement concernant les Colis Postaux.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE I.

ARTICLE PREMIER.

Objet de l'Arrangement.

CHAPITRE II.

Dispositions applicables à tous les colis.

- Art. 2. Affranchissement. Taxes.
- 3. Droit territorial.
 - 4. Droit maritime.
 - 5. Réduction ou majoration du droit territorial.
 - 6. Réduction ou majoration du droit maritime.
 - 7. Colis encombrants. Taxe additionnelle.
 - 8. Surtaxe.
 - 9. Droit de factage et de dédouanement.
 - 10. Payement des droits de douane ou autres.
 - 11. Payement par l'expéditeur des droits de douane ou autres. Perception d'arrhes. Droit de commission.
 - 12. Droit de magasinage.
 - 13. Remise par exprès.
 - 14. Interdictions.
 - 15. Colis pour les prisonniers de guerre.
 - 16. Retrait. Modification d'adresse.
 - 17. Avis de réception.
 - 18. Réexpédition.
 - 19. Rebuts.
 - 20. Annulation des droits de douane.
 - 21. Vente. Destruction.
 - 22. Colis abandonnés.
 - 23. Récupération des frais sur l'expéditeur.
 - 24. Réclamations.

CHAPITRE III.**Colis contre remboursement.**

- Art. 25. Taxes et conditions. Liquidation.
26. Annulation ou modification du montant du remboursement.
27. Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.
28. Garantie des sommes encaissées régulièrement.
29. Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.
30. Détermination de la responsabilité.
31. Application des dispositions de la Convention aux indemnités et sommes à payer. Délais de paiement et remboursement des avances.
32. Mandats de remboursement.

CHAPITRE IV.**Colis avec valeur déclarée.**

- Art. 33. Taxes et conditions.
34. Déclaration frauduleuse de valeur.

CHAPITRE V.**Colis urgents.**

- Art. 35. Taxes et conditions.

CHAPITRE VI.**Responsabilité.**

- Art. 36. Étendue de la responsabilité.
37. Exceptions au principe de responsabilité.
38. Cessation de la responsabilité.
39. Paiement de l'indemnité.
40. Délai de paiement.
41. Office responsable.
42. Remboursement de l'indemnité à l'Office expéditeur.

CHAPITRE VII.**Attribution des taxes.**

- Art. 43. Bonifications de transport.
44. Reprises en cas de réexpédition ou de renvoi.
45. Taxes d'exprès, spéciale et complémentaire.
46. Taxe pour la réexpédition dans le pays de destination.
47. Droits divers.
48. Taxe de remboursement.
49. Droit d'assurance.

CHAPITRE VIII.

Dispositions diverses.

- Art. 50. Application des dispositions d'ordre général de la Convention.
51. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Dispositions finales.

- Art. 52. Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

PROTOCOLE FINAL.

- Art. I. Exploitation du service par les entreprises de transport.
II. Transit.
III. Surtaxes de transit.
IV. Surtaxes terminales.
V. Surtaxes spéciales.
VI. Tarifs spéciaux.
VII. Colis avec valeur déclarée.
VIII. Dimensions et volume.
IX. Exceptions aux dispositions concernant la perception du droit de remboursement et l'établissement des décomptes.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

Arrangement concernant les colis postaux

CONCLU ENTRE

L'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Colonie du Congo Belge, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark, la Ville Libre de Dantzig, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne, les Colonies espagnoles, l'Esthonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies et Protectorats français de l'Indochine, l'ensemble des autres Colonies françaises, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République du Honduras, la Hongrie, l'Inde britannique, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies italiennes, le Japon, le Chosen, l'ensemble des autres Dépendances japonaises, la Lettonie, la République de Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole), le Maroc (Zone espagnole), le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, les Colonies néerlandaises en Amérique, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, les Colonies portugaises de l'Afrique, les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de Saint-Marin, le Salvador, le Territoire de la Sarre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuëla.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

CHAPITRE I.**ARTICLE PREMIER.****Objet de l'Arrangement.**

1. — Il peut être échangé, sous la dénomination de « colis postaux », entre les Pays contractants, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux, des colis jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes, avec les coupures de poids suivantes :

1° jusqu'à 1 kilogramme ;

2° de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes ;

3° de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

Par exception, chaque Pays a la faculté de ne pas admettre les colis excédant 5 kilogrammes.

2. — Les Administrations peuvent convenir d'admettre les colis d'un poids de plus de 10 kilogrammes sur la base des dispositions de l'Arrangement, sauf augmentation de la taxe et de la responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

CHAPITRE II.

Dispositions applicables à tous les colis.

ARTICLE 2.

Affranchissement. Taxes.

1. — L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

2. — La taxe se compose des droits revenant à chaque Office participant au transport territorial ou maritime. Elle comprend également, s'il y a lieu, les droits et surtaxes prévus aux articles 5, 6, 7 et 8 ci-après.

ARTICLE 3.

Droit territorial.

Le droit de transport territorial est *fixé, pour chaque pays, à :*

30 centimes par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme ;

50 centimes par colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes ;

90 centimes par colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

ARTICLE 4.

Droit maritime.

En cas de transport maritime, il est perçu pour chaque service participant à ce transport un droit dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

ECHELONS DE DISTANCE.	Colis jusqu'à 1 kg.	Colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	Colis de plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
Jusqu'à 500 milles marins	0.15	0.25	0.45
De 501 à 1.000 milles marins	0.25	0.40	0.75
De 1.001 à 2.000 —	0.40	0.60	1.10
De 2.001 à 3.000 —	0.50	0.80	1.45
De 3.001 à 4.000 —	0.60	1.00	1.80
De 4.001 à 5.000 —	0.70	1.20	2.15
De 5.001 à 6.000 —	0.80	1.40	2.50
De 6.001 à 7.000 —	0.90	1.60	2.85
De 7.001 à 8.000 —	1.00	1.80	3.20
De 8.001 à 9.000 —	1.00	2.00	3.55
De 9.001 à 10.000 —	1.00	2.20	3.90
Et ainsi de suite en ajoutant par 1.000 milles ou frac- tion de 1.000 milles	—	0.20	0.35

Le cas échéant, les échelons sont établis d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

Le transport maritime entre deux ports d'un même pays ne peut donner lieu à perception du droit prévu au premier alinéa lorsque l'Administration de ce pays reçoit déjà, du chef des colis transportés, la rémunération afférente au transport territorial.

Pour les colis jusqu'à 1 kilogramme, le droit ne doit pas excéder le taux de 1 franc par colis.

ARTICLE 5.

Réduction ou majoration du droit territorial.

Les pays signataires de l'Arrangement ont la faculté, sous réserve d'aviser trois mois au moins à l'avance l'Administration des postes suisses, de réduire ou de majorer simultanément leur droit territorial de départ et d'arrivée. *Les modifications de ce droit entreront en vigueur aux dates suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre.*

La réduction ou la majoration sera valable pendant une période de six mois au minimum.

La majoration ne pourra, en aucun cas, dépasser, pour chaque coupure de poids, le droit prévu à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 6.

Réduction ou majoration du droit maritime.

La faculté de réduction ou de majoration de cent pour cent au maximum, prévue

à l'article précédent, est également accordée aux pays contractants en ce qui concerne le droit applicable au transport maritime indiqué à l'article 4 ci-dessus.

Les modifications de ce droit devront être notifiées trois mois au moins à l'avance et entreront en vigueur aux dates suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre.

Toute majoration doit aussi être appliquée aux colis du pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime, les relations entre ce pays et ses colonies étant exceptées.

ARTICLE 7.

Colis encombrants. Taxe additionnelle.

1. — Les colis considérés comme encombrants, soit en raison de leurs dimensions, de leur forme ou de leur volume, soit en raison de la nature de leur contenu, sont admis seulement dans les relations avec les pays qui acceptent d'en assurer le transport.

2. — Pour ces colis, *la taxe d'affranchissement d'un colis ordinaire est majorée de cinquante pour cent. Elle est arrondie, s'il y a lieu, au demi-décime supérieur.*

ARTICLE 8.

Surtaxe.

Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

ARTICLE 9.

Droit de factage et de dédouanement.

L'Office destinataire peut percevoir, pour le factage et pour le dédouanement, un droit de 50 centimes au maximum par colis. Sauf arrangement contraire, ce droit est perçu au moment de la livraison. Le même droit peut être appliqué à toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire.

ARTICLE 10.

Payement des droits de douane ou autres.

Les droits de douane ou autres droits non postaux doivent être acquittés par les destinataires des colis.

ARTICLE 11.

Payement par l'expéditeur des droits de douane ou autres.

Perception d'arrhes. Droit de commission.

Moyennant déclaration préalable au bureau de départ, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, *soit la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison, soit les droits de douane seulement.*

Dans ces deux cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire, et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'Administration qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit de commission qui ne peut dépasser 25 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui prévu à l'article 9 précédent pour le dédouanement.

ARTICLE 12.

Droit de magasinage.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation, pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.

Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs.

ARTICLE 13.

Remise par exprès.

1. — Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, pourvu que l'Office de destination ait déclaré être en mesure d'assurer ce service.

Ces envois, qualifiés « exprès », sont soumis en sus du port ordinaire à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée par l'expéditeur complètement et à l'avance, que le colis puisse ou non être remis au destinataire ou seulement signalé par exprès.

2. — Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination, ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

La remise par exprès en dehors du rayon du bureau de destination est facultative.

3. — Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 45, § 2.

4. — La remise ou l'envoi par exprès d'un avis d'arrivée au destinataire n'est essayé qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions requises pour les colis ordinaires.

ARTICLE 14.

Interdictions

1. — Sauf arrangement contraire, il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses.

Toutefois, les Offices ont la faculté de s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles *et des allumettes*;

b) de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux envois de cette nature effectués dans un but médical, pour les pays qui les admettent à cette condition ;

c) des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres ;

d) des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire du colis.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

2. — Les animaux vivants ne sont admis que *si leur transport est autorisé par la législation des pays intéressés et si les prescriptions du Règlement spéciales à cet objet sont observées*.

3. — Il est interdit d'expédier des pièces monnayées, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, et d'autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

4. — Les colis qui auraient été admis à tort à l'expédition doivent être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation à en disposer autrement. *Dans cette dernière éventualité, l'Office expéditeur doit être informé, d'une manière précise, du traitement appliqué au colis.*

Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'expéditeur.

5. — *Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses non admises en vertu de l'entente spéciale prévue au § 1, lettre a, 2^{me} alinéa ci-dessus et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés à l'Office d'origine ; ils sont détruits sur place par l'Administration qui en constate la présence.*

ARTICLE 15.

Colis pour les prisonniers de guerre.

Les colis postaux, à l'exception des colis grevés de remboursement, destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, sont affranchis de toutes taxes prévues par le présent Arrangement, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. Ces colis ne donnent lieu ni à bonification, ni à paiement d'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

Il en est de même des colis postaux concernant les prisonniers de guerre, expédiés ou reçus, soit directement, soit à titre d'intermédiaires, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans des pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

ARTICLE 16.

Retrait. Modification d'adresse.

L'expéditeur d'un colis peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 45 de la Convention; avec cette addition que, si l'expéditeur demande le renvoi ou la réexpédition d'un colis, il est tenu de garantir d'avance le paiement du port dû pour la nouvelle transmission.

ARTICLE 17.

Avis de réception.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception dans les conditions fixées par l'article 49 de la Convention.

ARTICLE 18.

Réexpédition.

1. — *La réexpédition d'un colis, par suite de changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite, soit sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, soit sans demande expresse, si les règlements du pays de destination le comportent.*

La réexpédition d'un colis, d'un pays sur un autre, n'a lieu que sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport.

L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition, au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. — *La réexpédition des colis sur un autre pays, par suite de changement de résidence des destinataires, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par les articles 3 à 8 et 33. Lorsqu'un colis a été réexpédié dans le territoire du pays de destination, l'Administration de ce pays peut percevoir une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements internes. Ces taxes, qui sont exigibles en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, sont perçues sur les destinataires ou, le cas échéant, sur les expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.*

La même procédure est suivie pour les colis frappés de l'une des interdictions prévues à l'article 14 de l'Arrangement.

3. — *La réexpédition des colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition a lieu suivant les prescriptions de l'article 33, §§ 1 et 2, du Règlement.*

ARTICLE 19.

Rebuts.

1. — *Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition et sur les colis, la manière dont il doit être disposé de leurs envois en cas de non-livraison.*

Si cette prescription n'est pas observée, les colis tombés en rebut sont renvoyés au bureau d'origine à l'expiration d'un délai de 15 jours ou, au plus tard, après un mois, à compter du lendemain de leur mise à la disposition des destinataires.

2. — *Le renvoi d'un colis tombé en rebut doit avoir lieu immédiatement si la demande de l'expéditeur, formulée sur le bulletin d'expédition et sur le colis, n'a pas abouti à la livraison. Il en est de même lorsqu'il n'a pu être donné satisfaction au désir exprimé par l'expéditeur dans sa réponse à l'avis de non-remise, prévu à l'article 34 du Règlement. Quand l'expéditeur a fait plusieurs demandes, le colis n'est renvoyé que si ces demandes sont toutes restées sans résultat.*

3. — *Il peut être perçu sur l'expéditeur, au moment où il aura à remplir la formule de non-remise mentionnée à l'article 34 du Règlement, un droit qui ne dépasse pas le double de la taxe applicable à une lettre de port simple.*

Si, dans le délai d'un mois à compter de l'expédition de cet avis de non-remise, le bureau destinataire n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé au bureau d'origine. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

4. — *Les colis gardés en instance à la disposition des destinataires ou adressés poste restante sont considérés comme tombés en rebut après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination sans, toutefois, que ce délai puisse dépasser quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et un mois dans les autres relations.*

Toutefois, le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation appropriée sur le bulletin et sur le colis.

5. — *Le renvoi des colis tombés en rebut donne lieu à la perception des taxes prévues au § 2 de l'article 18 précédent.*

ARTICLE 20.

Annulation des droits de douane.

Les Administrations des pays contractants s'engagent à intervenir auprès des

Administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

Elles devront agir de même en ce qui concerne les colis perdus, spoliés ou avariés dans leur service, sous la réserve prévue à l'article 41, § 4, ci-après.

ARTICLE 21.

Vente. Destruction.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire au profit de qui de droit. Si pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

ARTICLE 22.

Colis abandonnés

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés par l'Office de destination qui les traite d'après sa législation.

ARTICLE 23.

Récupération des frais sur l'expéditeur.

Les expéditeurs sont tenus de payer les frais de transport ou autres dont les Offices se trouvent à découvert par suite de la non-livraison des colis, même si ces derniers ont été abandonnés, vendus ou détruits. Ces frais sont repris sur l'Office d'origine.

ARTICLE 24.

Réclamations.

1. — *Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 1 franc au maximum.*

Aucun droit n'est perçu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. — Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt. Toutefois, chaque Office est tenu de donner suite aux réclamations dont il est saisi par un autre Office et qui visent des expéditions faites depuis moins de deux ans. A cet effet, les archives du service des colis postaux doivent être conservées pendant deux ans.

3. — Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, les droits de réclamation sont restitués.

CHAPITRE III.

Colis contre remboursement.

ARTICLE 25.

Taxes et conditions. Liquidation.

1. — Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations avec les pays qui conviennent d'assurer ce service.

Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine du colis.

Chaque Office est tenu *d'assurer le transit des colis contre remboursement, même s'il n'admet pas ces envois dans son service. Les pays intermédiaires doivent également assurer le transit des colis dont le montant du remboursement dépasse le maximum fixé pour leur propre trafic.*

2. — Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec déclaration de valeur. L'expéditeur paye, en outre, une *taxe fixe qui ne peut être inférieure à 20 centimes ni supérieure à 50 centimes et un droit proportionnel de 1/2 pour cent du montant du remboursement.* L'Office expéditeur a la faculté d'arrondir ces taxes d'après les convenances de son système monétaire.

3. — La liquidation des montants des remboursements encaissés est effectuée au moyen de mandats de remboursement qui sont émis gratuitement.

Les Administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent notamment se charger, dans les conditions à convenir, de les verser en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

ARTICLE 26.

Annulation ou modification du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse (art. 45 de la Convention).

ARTICLE 27.

Responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie.

La perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par le chapitre VI ci-après.

ARTICLE 28.**Garantie des sommes encaissées régulièrement.**

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant les mandats de poste pour les sommes converties en mandats.

ARTICLE 29.**Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.**

Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité *pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 24 et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou une négligence de sa part.*

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement. L'indemnité ne pourra dépasser, dans aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité *et jusqu'à concurrence de son montant*, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

ARTICLE 30.**Détermination de la responsabilité.**

Le paiement par l'Office expéditeur des sommes encaissées régulièrement ou celui de l'indemnité prévue à l'article 29 ci-dessus se fait pour le compte de l'Office destinataire. Celui-ci est responsable, à moins qu'il ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Office expéditeur ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le Règlement pour les colis grevés de remboursement.

ARTICLE 31.**Application des dispositions de la Convention aux indemnités et sommes à payer. Délais de paiement et remboursement des avances.**

Les dispositions des articles 63 et 66 de la Convention s'appliquent aux colis grevés de remboursement.

ARTICLE 32.**Mandats de remboursement.**

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas pu être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Office d'émission.

Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Office expéditeur du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cet Office après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

CHAPITRE IV.

Colis avec valeur déclarée.

ARTICLE 33.

Taxes et conditions.

1. — Les colis peuvent comporter une déclaration de valeur dans les relations entre les pays dont les Administrations assurent ce service.

2. — Chaque pays fixe, en ce qui le concerne, la limite supérieure de la déclaration de valeur, laquelle ne peut, en aucun cas, être inférieure à 1,000 francs.

Dans les relations entre deux ou plusieurs pays qui ont adopté des maxima différents, c'est la limite la plus basse qui doit être réciproquement observée.

3. — Il est perçu, à titre de droit d'assurance, par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur et en sus des taxes applicables aux colis ordinaires :

- a) 5 centimes par Office participant au transport territorial ;
- b) 10 centimes par service maritime emprunté.

4. — Comme mesure de transition, l'Office d'origine peut toutefois percevoir un droit global d'assurance qui ne doit pas dépasser 50 centimes par 300 francs de la somme déclarée.

5. — Les pays qui acceptent de couvrir, pour les colis avec valeur déclarée, les risques pouvant dériver du cas de force majeure, sont autorisés à percevoir une taxe spéciale, sous réserve que cette taxe et le droit d'assurance réunis ne dépassent pas le droit prévu au § 4 précédent.

6. — L'Office d'origine a la faculté de percevoir un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 centimes par colis.

7. — *L'expéditeur d'un colis-valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.*

ARTICLE 34.

Déclaration frauduleuse de valeur.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

CHAPITRE V.

Colis urgents.

ARTICLE 35.

Taxes et conditions.

1. — Dans les relations entre les pays qui se sont mis d'accord à ce sujet, l'expéditeur peut demander qu'un colis soit transporté autant que possible par les moyens rapides utilisés pour le transport de la poste aux lettres. Ces colis, qualifiés « urgents », sont remis par exprès au domicile du destinataire, à moins qu'ils ne portent la mention « poste restante ».

2. — Pour les colis urgents, les droits et majorations fixés par les articles 3 à 8 précédents sont triplés.

Les droits fixés par l'article 33, la taxe de remise par exprès et les autres taxes accessoires leur sont appliqués sans augmentation.

CHAPITRE VI.

Responsabilité.

ARTICLE 36.

Étendue de la responsabilité.

1. — Sauf les cas prévus à l'article suivant, les Administrations répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis postaux.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser : 10 francs par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme, 25 francs par colis de 1 à 5 kilogrammes, 40 francs par colis de 5 à 10 kilogrammes. Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

L'indemnité est versée au destinataire, lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. — Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. — L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au trans-

port. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. — Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes de transport. Il en est de même quant aux envois refusés par les destinataires, à cause de leur mauvais état, pourvu que celui-ci soit imputable au service postal et engage sa responsabilité.

5. — Les droits d'assurance restent acquis, dans tous les cas, aux Administrations postales.

ARTICLE 37.

Exceptions au principe de responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- a) en cas de force majeure ; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Office expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (art. 33, § 5) ;
- b) lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;
- c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 14 ;
- e) pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu ;
- f) à l'égard des colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 24.

ARTICLE 38.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les ayants droit ont pris livraison sans formuler les réserves prévues à l'article 36 ci-dessus.

ARTICLE 39.

Payement de l'indemnité

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Office expéditeur, *sauf dans les cas visés à l'article 36, § 1, où cette indemnité est payée par l'Office destinataire.* L'Office payeur conserve un droit de recours contre l'Office responsable.

ARTICLE 40.

Délai de payement.

1. — Le payement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. — *L'Office auquel l'article 39 impose le payement de l'indemnité est autorisé à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Office qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.*

3. — L'Office expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an, lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée, pour des raisons étrangères au service postal (force majeure par exemple).

ARTICLE 41.

Office responsable.

1. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Office qui, ayant reçu le colis d'un autre Office sans formuler des réserves et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Office suivant.

2. — Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, ou si, en cas de transmission globale des colis ordinaires, il ne peut être établi sur le territoire ou dans le service de quel pays un colis a été perdu, spolié ou avarié, les Offices en cause supportent le dommage par parts égales.

3. — Lorsqu'un colis avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable devant l'Office expéditeur que si les deux pays se chargent des risques en cas de force majeure.

4. — Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue, tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. — *Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre les tiers.*

Toutefois, si, ultérieurement, les colis considérés comme perdus sont retrouvés entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession de l'envoi, contre restitution du montant de l'indemnité payée.

ARTICLE 42.

Remboursement de l'indemnité à l'Office expéditeur.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué, en conformité de l'article 40, est tenu de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créancier, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans le pays créancier. Le montant de l'indemnité peut être aussi repris d'office par voie de décompte sur le pays responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire du premier Office de transit, qui se crédite à son tour sur l'Office suivant, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Office responsable. Passé le délai de trois mois susvisé, la somme due est productive d'intérêt à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

L'Office dont la responsabilité est dûment établie, et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité, est tenu de prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

CHAPITRE VII.

Attribution des taxes.

ARTICLE 43.

Bonifications de transport.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis :

- a) à l'Office destinataire, les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 3 à 8 et 35;
- b) éventuellement, à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par les articles 3, 4, 6, 7 et 35.

ARTICLE 44.

Reprises en cas de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, l'Office réexpéditeur reprend sur l'Office suivant la quote-part qui lui revient et, le cas échéant :

- a) le droit de factage et de dédouanement prévu à l'article 9;
- b) le montant du droit de magasinage prévu à l'article 12;
- c) la taxe de réexpédition prévue à l'article 18, § 2;
- d) les droits dont il se trouve à découvert.

La même procédure est suivie par chaque Office intermédiaire, ainsi qu'il est dit à l'article 33 du Règlement.

ARTICLE 45.

Taxes d'express, spéciale et complémentaire.

1. — La taxe spéciale d'express prévue à l'article 13, § 1, fait partie des bonifications dévolues à l'Office de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée au nouveau pays de destination. Si celui-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'Office du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express est tombé en rebut.

2. — *En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 13, §§ 2 et 3, est reprise sur l'Office correspondant par l'Office qui a tenté la remise, sauf le cas où cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.*

ARTICLE 46.

Taxe pour la réexpédition dans le pays de destination.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 18, § 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

ARTICLE 47.

Droits divers.

1. — Sont acquis en entier à l'Office qui les a perçus :

- a) le droit fixe appliqué aux avis de réception (art. 17);
- b) le droit prévu pour un colis tombé en rebut (art. 19, § 3);
- c) le droit appliqué aux réclamations (art. 24, § 1);
- d) le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (art. 33, § 6).

2. — Le droit de factage et de dédouanement (art. 9) est acquis à l'Office destinataire.

Le droit de commission (art. 11) est repris par le même Office.

ARTICLE 48.

Taxe de remboursement.

Les taxes prévues à l'article 25, § 2, sont partagées par moitié entre l'Administration du pays d'origine et celle du pays de destination de la manière prescrite par le Règlement.

ARTICLE 49.

Droit d'assurance.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'Office d'origine est redevable, envers chacune des Administrations dont les services participent au transport et, le cas échéant, pour chacun de ces services, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 300 francs ou fraction de 300 francs, à 5 centimes pour le transport territorial et à 10 centimes pour le transport maritime.

CHAPITRE VIII.

Dispositions diverses.

ARTICLE 50.

Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux Titres I et II de la Convention sont applicables à l'échange des colis sous les réserves suivantes :

Les Offices des pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non-contractants, admettent tous les autres Offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays.

Lorsque le pays qui désire adhérer au présent Arrangement réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Si, dans un délai de six mois, plus d'un tiers des Administrations participant à l'Arrangement ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

ARTICLE 51.

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 18 et 19 de la Convention) doivent réunir :

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 19, 24 à 45, 47, 48, 49, 51 et 52 du présent Arrangement et de l'article 49 de son Règlement ;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent ;
- c) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de l'Arrangement et de son Règlement, hors le cas de litige à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 10 de la Convention.

Dispositions finales.**ARTICLE 52.****Mise à exécution et durée de l'Arrangement.**

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} octobre 1923 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie :

DAVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne :

W. SCHENK.
K. ORTH.

Pour la République Argentine :

M. RODRIGUEZ OCAMPO.

Pour l'Autriche :

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique :

A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Pour la Colonie du Congo belge :

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

M^{TO}. URRIOLAGOITIA H.

Pour le Brésil :

A. DE ALMEIDA-BRANDÃO.
J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie :

N. BOSCHNACOFF.
ST. IVANOFF.

Pour le Chili :

CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS,
C. VERNEUIL.

Pour la Chine :

TAI TCH'ENNE LINNE.

Pour la République de Colombie :

LUIS SERRANO-BLANCO.

Pour la République de Costa-Rica :

V. ANDERSSON.

Pour la République de Cuba :

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig :

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour la République Dominicaine :

C. G. F. HAGSTRÖM.

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHBE IBRAHIM.

Pour l'Équateur :**Pour l'Espagne :**

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE
CAÑONGO.

JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles :

MARTIN VICENTE SALTO.

Pour l'Esthonie :

EDWARD WIRGO.

Pour l'Éthiopie :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
ROBERT HIGGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie :

H. TREUILLÉ.

**Pour les Colonies et Protectorats
français de l'Indochine :**

ANDRÉ TOUZET.

**Pour l'ensemble des autres Colonies
françaises :**

G. PHILLIAS.
GINESTOU.

Pour la Grèce :

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatemala :**Pour la République d'Haïti :**

CARL SCHLYTER.

Pour la République du Honduras :**Pour la Hongrie :**

O. DE FEJÉR.
G. BARON SZALAY.

Pour l'Inde britannique :

GEOFFREY CLARKE.
HEMANTE KUMAR RAHA.

Pour l'Islande.

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour l'Italie :

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

**Pour l'ensemble des Colonies
italiennes :**

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour le Japon :

S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Pour le Chosen :

S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

**Pour l'ensemble des autres
Dépendances japonaises :**

K. SUGINO.
H. KAWAI.

Pour la Lettonie :

Ed. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la République de Libéria :

GUSTAF W. DE HORN DE RANTZIEN.

Pour la Lithuanie :

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg :

JAAQUES.

**Pour le Maroc (à l'exclusion de la
Zone espagnole) :**

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE
CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour le Nicaragua :

Pour la Norvège :

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour la République de Panama :

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Pour le Paraguay :

GUNNAR LANGBORG.

Pour les Pays-Bas :

SCHREUDER.
J. S. VAN GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour les Indes néerlandaises :

I. J. MILBORN.
Pour M. W. F. GERDES OOSTER-
BEEK :
I. J. MILBORN.

**Pour les Colonies néerlandaises en
Amérique :**

I. J. MILBORN.
Pour M. W. F. GERDES OOSTER-
BEEK.
I. J. MILBORN.

Pour le Pérou :

EMIL HECTOR.

Pour la Perse :

FAHIMED DOWLEH.
E. PIRE.

Pour la Pologne :

Dr. ALFRED WYSOCKI.
Dr. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBU-
QUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

**Pour les Colonies portugaises
de l'Afrique :**

JUVENAL ELVAS FLORIADO SAN-
TA BARBARA.

**Pour les Colonies portugaises de
l'Asie et de l'Océanie :**

JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie :

GEORGE LECCA.

Pour la République de St-Martin :

PERCIVAL KALLING.

Pour le Salvador :**Pour le Territoire de la Sarre :**

P. COURTILET.

**Pour le Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes :**

DRAGUTIN DIMITRIJEVIC.
SATA TUTUNDZIC.
MILOS KOVACEVIC.
STOJSA KRBAVAC.

Pour le Royaume de Siam :

PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie :

JUDr OTOKAR RUZICKA.
JOSEPH ZABRODSKY.

Pour la Tunisie :

F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour la Turquie :**Pour MEHMED SABRY :**

BÉHA TALY.
BÉHA TALY.

**Pour l'Union des Républiques
Soviétistes Socialistes :****Pour l'Uruguay :**

ADOLFO AGORIO.

Pour les États-Unis de Vénézuëla :

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

Protocole final de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux, conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

Exploitation du service par les entreprises de transport.

Tout pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des colis postaux et qui adhère à l'Arrangement susmentionné aura la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra en même temps limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration postale de ce pays devra s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

II.

Transit.

La faculté de ne pas assurer le transport des colis postaux en transit par leur territoire est accordée provisoirement à la Perse, aux Colonies portugaises de l'Afrique et à la Colonie du Congo belge.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux colis en provenance ou à destination des Colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

III.

Surtaxes de transit.

Par exception aux dispositions de l'article 3 de l'Arrangement,

a) le droit de transit territorial peut être provisoirement porté à :

1 franc par le Brésil, la République de Colombie, l'Équateur, le Pérou et les États-Unis de Vénézuëla ;

1 fr. 25 par la Chine ;

2 fr. 50 par la Turquie d'Asie ; cette surtaxe peut être portée à 4 francs pour les colis de et pour la Perse traversant la voie Trébizonde-Erzéroum-Bayezid ;

b) une surtaxe de 50 centimes peut être appliquée par la République de Panama aux colis pour leur transport à travers l'Isthme ;

c) une surtaxe de 3 fr. 60 par colis, à titre de transit territorial, peut être appliquée par l'Office argentin aux colis qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin ;

d) l'Égypte (pour le Soudan) a la faculté de porter à 1 fr. 20 pour les colis de la coupure de 1 kilogramme, et à 4 fr. 40 pour les colis de la coupure de 5 kilogrammes, le droit territorial applicable aux colis de et pour le Congo belge en transit par le Soudan ;

e) le Congo belge a la faculté de porter respectivement à 60 centimes, 2 francs et 4 francs, suivant la coupure de poids, le droit de transport territorial applicable aux colis en provenance ou à destination des colonies françaises du Tchad, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo.

Ce droit est susceptible de modification par entente entre les deux Offices intéressés.

f) l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes a la faculté de porter à 2 francs par colis le droit de transit pour le transport sur la partie européenne, et à 2 francs par colis pour le transport sur la partie asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes ;

g) une surtaxe de 1 fr. 25 par colis, à titre de transit territorial, peut être appliquée par l'Office chilien aux colis qui doivent être transportés par le chemin de fer transandin.

IV.

Surtaxes terminales.

La surtaxe prévue par l'article 8 peut être, à titre exceptionnel et provisoire, élevée à :

40 centimes par la République Dominicaine ;

50 centimes par la Bulgarie, la République d'Haïti et l'Islande ;

75 centimes au maximum par chacun des Offices désignés ci-après : République Argentine, Autriche, Chili, Chine, Finlande, Grèce, Guatemala, Indochine (pour certains bureaux éloignés), Inde britannique, Nicaragua, Norvège, République de Panama, Pologne, le Salvador, Siam, Suède, Turquie d'Asie, Uruguay ;

la surtaxe de 0 fr. 75 accordée à la Turquie d'Asie peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres ;

1 franc par l'Égypte (pour ce qui concerne les bureaux du Soudan) et par les parties européenne et asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes prises chacune séparément.

1 fr. 25 par le Brésil, l'Équateur, le Pérou, les États-Unis de Venezuela et par les bureaux argentins de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes ;

1 fr. 50 par les Colonies néerlandaises.

La Bolivie a la faculté d'appliquer provisoirement les 3 surtaxes de francs : 3,00 — 7,00 et 14,00 respectivement pour les colis de chacune des

3 coupures de poids originaires ou à destination des localités autres que La Paz et Oruro.

La République de Colombie a la faculté d'imposer, à titre provisoire, les surtaxes ci-après : 1 fr. 25 pour chaque colis à destination des ports de mer, et 1 franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.

L'Éthiopie a la faculté d'appliquer provisoirement les surtaxes de 40 centimes, 1 fr. 25 et 1 fr. 70 respectivement pour les colis de chacune des trois coupures de poids.

La Colonie du Congo Belge, la Perse et les Colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique sont autorisées à appliquer aux colis postaux, pour leur parcours au delà de leurs bureaux d'échange, une surtaxe qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis de leur service intérieur.

V.

Surtaxes spéciales.

1. — Le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.

2. — L'Administration espagnole est autorisée à percevoir une surtaxe de 25 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale, d'une part, les îles Baléares, les possessions espagnoles du Nord de l'Afrique et les bureaux de la Zone espagnole du Maroc, d'autre part, et de 50 centimes pour le transport entre l'Espagne continentale et les îles Canaries.

3. — L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une surtaxe de 1 fr. 50 par colis jusqu'à 5 kilogrammes pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. — *Le transport entre l'Indochine, d'une part, et le Territoire de Kouang-Tchéou-Wan, d'autre part, donne lieu à la perception d'une surtaxe égale au droit applicable au transport maritime n'excédant pas 500 milles marins.*

VI.

Tarifs spéciaux.

L'Inde britannique a la faculté d'appliquer aux colis originaires de son pays à destination des autres pays, un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la surtaxe à laquelle elle aurait droit.

Cette dernière faculté est également accordée aux pays qui adhéreront à l'Arrangement dans l'intervalle jusqu'au prochain Congrès.

VII.

Colis avec valeur déclarée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 33 :

a) la Colonie du Congo belge est autorisée à limiter à 500 francs le maximum de la déclaration de valeur ;

b) l'Office argentin est autorisé à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination des bureaux de la Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes ;

c) le transport entre la France continentale, d'une part, l'Algérie et la Corse, d'autre part, donne lieu, à la charge de l'expéditeur, pour les colis de valeur déclarée, à un droit supplémentaire d'assurance de 10 centimes par 300 francs ou fraction ;

d) l'Office indochinois est autorisé à percevoir un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis de valeur déclarée en provenance ou à destination des bureaux du Territoire du Kouang-Tchéou-Wan ;

e) l'Administration des postes de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes est autorisée à percevoir sur l'expéditeur une taxe supplémentaire d'assurance de 15 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs pour les colis avec déclaration de valeur à destination de la partie asiatique de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Tout colis avec déclaration de valeur en provenance ou à destination de la Corse et de l'Algérie donne lieu, à la charge de l'expéditeur et à titre de droit territorial corse ou algérien, à une taxe supplémentaire d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction.

VIII.

Dimensions et volume

La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont la faculté de ne pas admettre provisoirement les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé pour les services maritimes dans le Règlement.

IX.

Exceptions aux dispositions concernant la perception du droit de remboursement et l'établissement des décomptes.

Par mesure transitoire, dans les relations avec les pays où le service des colis postaux n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception du droit de remboursement et l'établissement des décomptes pourront être soumis aux dispositions de la Convention de Madrid concernant le service des colis postaux.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Albanie :

DÄVID BJURSTRÖM.

Pour l'Allemagne :

W. SCHENK.

K. ORTH.

Pour la République Argentine :

M. RODRIGUEZ OCAMPO.

Pour l'Autriche :

JULIUS JUHLIN.

GUSTAF KIHLMARK.

GUNNAR LAGER.

THORE WENNQVIST.

Pour la Belgique :

A. PIRARD.

HUB. KRAINS.

O. SCHOCKAERT.

Pour la Colonie du Congo Belge :

M. HALEWYCK.

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie :

M^{TO}. URRIOLAGOITIA H.

Pour le Brésil :

A. DE ALMEIDA-BRANDÃO.

J. HENRIQUE ADERNE.

Pour la Bulgarie :

N. BOSCHNACOFF.

ST. IVANOFF.

Pour le Chili :

CESAR LEON.

L. TAGLE SALINAS.

C. VERNEUIL.

Pour la Chine :

TAI TCH'ENNE LINNE.

Pour la République de Colombie :

LUIS SERRANO-BLANCO.

Pour la République de Costa-Rica :

V. ANDERSSON.

Pour la République de Cuba :

JOSÉ D. MORALES DIAZ.

CESAR CARVALLO.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

HOLMBLAD.

Pour la Ville libre de Dantzig :

D^r ALFRED WYSOCKI.

D^r MARJAN BLACHIER.

Pour la République Dominicaine :

C. G. F. HAGSTRÖM.

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM.

E. MAGGIAR.

WAHBE IBRAHIM.

Pour l'Équateur :**Pour l'Espagne :**

El Conde DE SAN ESTEBAN
DE CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour les Colonies espagnoles :

MARTIN VICENTE SALTO.

Pour l'Esthonie :

EDWARD WIRGO.

Pour l'Ethiopie :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.
ROBERT HIGGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Pour l'Algérie :

H. TREUILLÉ.

**Pour les Colonies et Protectorats
français de l'Indochine :**

ANDRÉ TOUZET.

**Pour l'ensemble des autres Colonies
françaises :**

G. PILLIAS.
GINESTOU.

Pour la Grèce :

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatemala :**Pour la République d'Haïti :**

CARL SCHLYTER.

Pour la République du Honduras :**Pour la Hongrie :**

O. DE FEJÉR.
G. Baron SZALAY.

Pour l'Inde britannique :

GEOFFREY CLARKE.
HEMANTA KUMAR RAHA.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Pour l'Italie :

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

**Pour l'ensemble des Colonies
italiennes :**

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Pour le Japon :

S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Pour le Chosen :

S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

**Pour l'ensemble
des autres Dépendances japonaises :**

K. SUGINO.
H. KAWAL.

Pour la Lettonie :

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Pour la République de Libéria :

GUSTAF W. DE HORN DE RANTZIEN.

Pour la Lithuanie :

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Pour le Luxembourg :

JAAQUES.

**Pour le Maroc (à l'exclusion de
la Zone espagnole) :**

F. GENTIL.
WALTER.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE
CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Pour le Nicaragua :

Pour la Norvège :

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour la République de Panama :

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Pour le Paraguay :

GUNNAR LANGBORG.

Pour les Pays Bas :

SCHREUDER.
J. S. VAN GELDER.
J. M. LAMERS.

Pour les Indes néerlandaises :

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. Gerdes Oosterbeck :

I. J. MILBORN.

**Pour les Colonies néerlandaises
en Amérique :**

I. J. MILBORN.

Pour M. W. F. Gerdes Oosterbeck :

I. J. MILBORN.

Pour le Pérou :

EMIL HECTOR.

Pour la Perse :

FAHIMED DOWLEH.
E. PIRE.

Pour la Pologne :

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Pour le Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBU-
QUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

**Pour les Colonies portugaises
de l'Afrique :**

JUVENAL ELVAS FLORIADO SAN-
TA BARBARA.

Pour les Colonies portugaises
de l'Asie et de l'Océanie :

JOAQUIM PIRES FERREIRA CHAVES.

Pour la Roumanie :

GEORGE LECCA.

Pour la République de St-Marin :

PERCIVAL KALLING.

Pour le Salvador :
Pour le territoire de la Sarre :

P. COURTILET.

Pour le Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes :

DRAGUTIN DIMITRIJEVIC.
SAVA TUTUNDZIC.
MILOS KOVACEVIC.
STOJSA KRBAVAC.

Pour le Royaume de Siâm :

PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Pour la Suède :

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Pour la Suisse :

P. DUBOIS.
C. ROCHES.

Pour la Tchécoslovaquie :

JUDr OTOKAR RUZICKA.
JOSEPH ZABRODSKY.

Pour la Tunisie :

F. GENTIL.
BARBARAT.

Pour la Turquie :

Pour MEHMED SABRY :
BÉHA TALY.
BÉHA TALY.

Pour l'Union des Républiques
Soviétistes Socialistes :

Pour l'Uruguay :

ADOLFO AGORIO.

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla :

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.



(N^o 118.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JULI 1925.

Ontwerp van wet
tot goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de postcoli ondertekend
te Stockholm op 28 Augustus 1924.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het Postcongres, vergaderd te Stockholm van 4 Juli tot 28 Augustus 1924, heeft de Overeenkomst herzien van de Wereldpostvereniging voor het vervoer van postcoli, gesloten te Madrid op 30 November 1920 (wet van 20 Augustus 1921).

Het Congres heeft geen enkele belangrijke wijziging gebracht in de Overeenkomst : het heeft namelijk den goudfrank als munteenheid behouden en het heeft de bepalingen tot afwijking van de voorschriften der wet van 25 Augustus 1891, die van toepassing zijn op de verantwoordelijkheid van den vervoeder, niet gewijzigd.

Nochtans, daar de getroffen Schikking geheel moet vervangen worden dient er wettige kracht aan gegeven. De Regeering vraagt, dat Gij ze zoudt goedkeuren en dringt aan, opdat dit ontwerp van wet tijdens den huidige zitting gestemd worde, daar de datum van inwerkingtreding der beslissingen van het Congres te Stockholm, vastgesteld is op 1 October 1925.

*De Minister van Spoorwegen, Zeezezen,
Posterijen en Telegrafen,*

E. ANSEELE.

De Minister van Koloniën,

H. CARTON.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

WERELDPSTVEREENIGING.

Bijzondere Overeenkomst betreffende de Postcolli.

INHOUDSOPGAVE.

HOOFDSTUK I.

ARTIKEL EÉN.

Doel van de Bijzondere Overeenkomst.

HOOFDSTUK II.

Bepalingen toepasselijk op al de colli.

- ART. 2. Frankeering. Porten.
3. Landport.
 4. Zeeport.
 5. Verlaging of verhooging van het landport.
 6. Verlaging of verhooging van het zeeport.
 7. Hinderlijke colli. Bijtaks.
 8. Opgeld.
 9. Recht van bestelling en van inklaring.
 10. Betaling van de tolrechten en andere rechten.
 11. Betaling door den afzender van de tolrechten en andere rechten. Helften van waarborgen. Commissierecht.
 12. Magazijnrecht.
 13. Spoedbestelling.
 14. Verbodsbepalingen.
 15. Colli voor krijgsgevangenen.
 16. Terugvordering. Adreswijziging.
 17. Kennisgeving van ontvang.
 18. Nazending.
 19. Onbestelbare colli.
 20. Intrekking van de tolrechten.
 21. Verkoop. Vernietiging.
 22. Niet-opgevraagde colli
 23. Terugvordering der kosten van den afzender.
 24. Navragen.

HOOFDSTUK III.**Verrekencolli.**

- Art. 25.** Taksen en voorwaarden. Vereffening.
26. Intrekking of wijziging van het verrekenbedrag.
27. Verantwoordelijkheid in geval van verlies, berooving of beschadiging.
28. Waarborging van de regelmatig geïncasseerde sommen.
29. Vergoeding in geval van niet-incasseering, ontoereikende of bedrieglijke incasseering.
30. Vaststelling van de verantwoordelijkheid.
31. Toepassing van de bepalingen van de Overeenkomst op de te betalen vergoedingen en sommen. Termijnen van betaling en terugbetaling van de voorschotten.
32. Verrekenpostwissels.

HOOFDSTUK IV.**Colli met aangegeven waarde**

- Art. 33.** Taksen en voorwaarden.
34. Valsche aangifte.

HOOFDSTUK V.**Colli met spoedverzending.**

- Art. 35.** Taksen en voorwaarden.

HOOFDSTUK VI.**Verantwoordelijkheid.**

- Art. 36.** Uitgestrektheid van de verantwoordelijkheid.
37. Uitzonderingen op het beginsel van de verantwoordelijkheid.
38. Ophouden van de verantwoordelijkheid.
39. Betaling van de vergoeding.
40. Termijn van betaling.
41. Verantwoordelijk Beheer.
42. Terugbetaling van de vergoeding aan het Beheer van afzending.

HOOFDSTUK VII.**Toekenning van de taksen.**

- Art. 43.** Vergoeding wegens vervoer.
44. Naneming in geval van na- of terugzending.
45. Bijzonder en aanvullend recht voor spoedbestelling.

- 46. Recht voor nazending in het land van bestemming.
- 47. Allerlei rechten.
- 48. Verrekenrecht.
- 49. Verzekeringsrecht.

HOOFDSTUK VIII.

Allerlei bepalingen.

- Art. 50. Toepassing van de bepalingen van algemeenen aard van de Overeenkomst.
51. Goedkeuring van de voorstellen gedaan in den tijd tussehen de bijeenkomsten.

Slotbepalingen.

- Art 52. Tenuitvoerlegging en duur van de Bijzondere Overeenkomst.

SLOT-PROTOCOL.

- Art. I. Exploitatie van den dienst door de vervoerondernemingen.
- II. Doorvoer.
 - III. Opgeld voor doorvoer.
 - IV. Eindopgeld.
 - V. Bijzonder opgeld.
 - VI. Bijzondere tarieven.
 - VII. Colli met aangegeven waarde.
 - VIII. Afmetingen en omvang.
 - IX. Uitzonderingen op de bepalingen betreffende het heffen van het verrekenrecht en het opmaken der afrekeningen.

WERELDPOSTVEREENIGING.

Bijzondere Overeenkomst betreffende de Postcolli

GESLOTEN TUSSEN

Albanië, Duitschland, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, België, de Belgische Congo-Kolonie, Bolivia, Brazilië, Bulgarij, Chili, China, de Republiek Columbia, de Republiek Costa-Rica, de Republiek Cuba, Denemarken, de Vrije Stad Dantzig, de Republiek San Domingo, Egypte, Ecuador, Spanje, de Spaansche Koloniën, Esthland, Ethiopië, Finland, Frankrijk, Algerië, de Fransche Koloniën en Protectoraten in Achter-Indië, de gezamenlijke overige Fransche Koloniën, Griekenland, Guatemala, de Republiek Haïti, de Republiek Honduras, Hongarij, Britsch-Indië, IJsland, Italië, de gezamenlijke Italiaansche Koloniën, Japan, Chosen, de gezamenlijke overige Japansche Onderhoorigheden, Letland, de Republiek Liberia, Litauen, Luxemburg, Marokko (met uitsluiting van de Spaansche Zone), Marokko (Spaansche Zone), Nicaragua, Noorwegen, de Republiek Panama, Paraguay, Nederland, Nederlandsch-Indië, de Nederlandsche Koloniën in Amerika, Peru, Perzië, Polen, Portugal, de Portugeesche Koloniën in Afrika, de Portugeesche Koloniën in Azië en Oceanië, Roemenië, de Republiek San Marino, Salvador, het Saargebied, het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slowenen, het Koninkrijk Siam, Zweden, Zwitserland, Tsjecho Slowakije, Tunis, Turkije, de Vereeniging van de Socialistische Sovjetrepublieken, Uruguay en de Vereenigde Staten van Venezuela.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de hierboven vermelde landen, gezien artikel 3 van de Overeenkomst, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de navolgende Bijzondere Overeenkomst vastgesteld :

HOOFDSTUK I.

ARTIKEL ÉÉN.

Doel van de bijzondere overeenkomst.

1. — Onder de benaming van « Postcolli » kunnen er, tusschen de contracteerende landen, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van een of meer onder hen, colli verzonden worden van ten hoogste 10 kilogram, in te deelen in de volgende drie gewichtscategorieën :

1° tot 1 kilogram ;

2° meer dan 1 kilogram tot 3 kilogram ;

3^o meer dan 5 kilogram tot 10 kilogram.

Bij uitzondering heeft elk land het recht geen colli van meer dan 5 kilogram aan te nemen.

2. — De Beheeren kunnen overeenkomen, dat colli, waarvan het gewicht 10 kilogram te boven gaat, op grondslag van de bepalingen van de Bijzondere Overeenkomst kunnen worden aangenomen, onder voorbehoud van verhooging van het port en van de verantwoordelijkheid in geval van verlies, berooving of beschadiging.

HOOFDSTUK II.

Bepalingen toepasselijk op al de colli.

ARTIKEL 2.

Frankeering. Porten.

1. — De frankeering der postcolli is verplichtend.

2. — Het port bestaat uit de rechten, die toekomen aan elk Beheer dat aan het vervoer over land of over zee deelneemt. Daarin zijn, in voorkomende gevallen, ook begrepen de bij onderstaande artikelen 3, 6, 7 en 8 voorziene rechten en opgeldden.

ARTIKEL 3.

Landport.

Het recht voor vervoer over land is, *voor elk land, vastgesteld op :*

30 centiem per collo tot 1 kilogram;

50 centiem per collo van meer dan 1 kilogram tot 5 kilogram;

90 centiem per collo van meer dan 5 kilogram tot 10 kilogram.

ARTIKEL 4.

Zeeport.

In geval van vervoer over zee, wordt er voor elken dienst, die aan dit vervoer deelneemt, een recht geheven, waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt :

AFSTANDEN.	Colli tot 1 kg.	Colli van meer dan 1 kg. tot 5 kg.	Colli van meer dan 5 kg. tot 10 kg.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Tot 500 zeemijlen.	0.15	0.25	0.45
Van 500 tot 1.000 zeemijlen	0.25	0.40	0.75
— 1.001 — 2.000 —	0.40	0.60	1.10
— 2.001 — 3.000 —	0.50	0.80	1.45
— 3.001 — 4.000 —	0.60	1.00	1.80
— 4.001 — 5.000 —	0.70	1.20	2.15
— 5.001 — 6.000 —	0.80	1.40	2.50
— 6.001 — 7.000 —	0.90	1.60	2.85
— 7.001 — 8.000 —	1.00	1.80	3.20
— 8.001 — 9.000 —	1.00	2.00	3.55
— 9.001 — 10.000 —	1.00	2.20	3.90
En zoo voorts, onder bijvoeging, per 1.000 mijlen of gedeelte van 1.000 mijlen, van	—	0.20	0.35

In voorkomend geval worden de afstanden volgens den gemiddelden afstand tusschen de havens van de twee met elkander in betrekking staande landen berekend.

Het vervoer over zee tusschen twee havens van een zelfde land mag geen aanleiding geven tot het heffen van het bij het eerste lid voorziene recht, wanneer het Beheer van dit land, uit hoofde van de vervoerde colli, reeds het voor het vervoer over land vastgestelde recht ontvangt.

Voor colli tot 1 kilogram mag het recht het bedrag van 1 frank per colli niet te boven gaan.

ARTIKEL 3.

Verlaging of verhooging van het landpört.

De landen, die deze Bijzondere Overeenkomst onderteekenden, hebben het recht, onder voorbehoud van ten minste drie maand op voorhand het Beheer der Zwitsersche posterijen te verwittigen, om tegelijkertijd hun landpört van afzending en van aankomst te verlagen of te verhoogen.

De wijzigingen van dit recht worden van kracht op de volgende data: 1 Januari, 1 April, 1 Juli, 1 October.

De verlaging of de verhooging geldt voor eenen termijn van ten minste zes maand.

In geen geval mag de verhooging, voor welke gewichtscategorie ook, het bij vorenstaand artikel 3 voorziene pört te boven gaan.

ARTIKEL 6.

Verlaging of verhooging van het zeeport.

De bevoegdheid tot verlaging of tot verhooging met ten hoogste honderd ten honderd, bij vorenstaand artikel voorzien, wordt eveneens verleend aan de contracteerende landen ten aanzien van het recht wegens vervoer over zee, waarvan sprake in artikel 4 hierboven.

De wijzigingen van dit recht moeten ten minste drie maand op voorhand worden bekendgemaakt en worden van kracht op de volgende data : 1 Januari, 1 April, 1 Juli, 1 October.

Elke verhooging moet ook toegepast worden op de colli van het land, waartoe de diensten behooren, belast met het vervoer over zee, het verkeer tusschen dit land en zijne koloniën uitgezonderd.

ARTIKEL 7.

Hinderlijke colli. Bijtaks.

1. — De colli welke als hinderlijk worden beschouwd, hetzij wegens hunne afmetingen, hunnen vorm of hunnen omvang, hetzij wegens den aard van hunnen inhoud, worden enkel toegelaten in het verkeer met de landen die aannemen er het vervoer van te verzekeren.

2. — Voor die colli, *wordt het frankeerrecht van een gewoon collo verhoogd met vijftig ten honderd.* Het wordt, in voorkomend geval, afgerond *tot den halven deciem opwaarts.*

ARTIKEL 8.

Opgeld.

Als overgangsmaatregel, is elk der contracteerende landen bevoegd, om de postcolli, afkomstig van of bestemd voor zijne kantoren, met een opgeld van 25 centiem per collo te belasten.

ARTIKEL 9.

Recht van bestelling en van inklaring.

Het Beheer van bestemming mag, voor de bestelling en de inklaring, een recht van ten hoogste 50 centiem per collo heffen. Tenzij anders is overeengekomen, wordt dit recht geheven bij de afgifte. Hetzelfde recht mag gevorderd worden bij elke andere aanbieding dan de eerste, welke ten huize van den bestemmingeling geschiedt.

ARTIKEL 10.

Betaling van de tolrechten en andere rechten.

De tolrechten of andere niet door den postdienst opgelegde rechten moeten door de bestemmingelingen van de colli voldaan worden.

ARTIKEL 11.

**Betaling door den afzender van de tolrechten en andere rechten.
Heffen van waarborgen. Commissieloon.**

De afzenders kunnen, *hetzij al de rechten, waarmee de colli bij de aflevering bezwaard zijn, hetzij alleen de tolrechten* te hunnen laste nemen, indien zij vooraf hunnen wensch daartoe aan het kantoor van afzending te kennen geven.

In deze beide gevallen, moeten de afzenders zich verbinden om de sommen te betalen, die door het kantoor van bestemming mochten worden gevorderd, en zoo er aanleiding toe bestaat, voldoende borgsommen storten.

Het Beheer, dat voor rekening van den afzender rechten voorschiedt, mag deswege een commissieloon heffen, dat niet meer dan 25 centiem per collo mag bedragen. Dit loon heeft geenerlei betrekking op dat, bij vorenstaand artikel 9 voorzien voor de inklaring.

ARTIKEL 12.

Magazijnrecht.

Het land van bestemming is bevoegd om voor de colli, die postliggend gestuurd of binnen de voorgeschreven termijnen niet afgehaald zijn, het door zijne wetgeving bepaalde magazijnrecht te heffen.

Dit recht mag evenwel niet meer dan 5 frank bedragen.

ARTIKEL 13.

Spoedbestelling.

1. — De colli worden, op aanvraag van de afzenders, door een bijzonderen bode onmiddellijk na aankomst aan huis besteld, indien het Beheer van bestemming verklaard heeft in staat te zijn dien dienst te verzekeren.

Deze zendingen, « expressen » of spoedverzendingen genoemd, zijn, benevens het gewoon port, onderworpen aan een bijzonder recht van 80 centiem, dat door den afzender in zijn geheel bij voorafbetaling moet voldaan worden, onverschillig of het collo al dan niet aan den bestemmeling kan bezorgd of enkel per spoedbericht kan aangekondigd worden.

2. — Is de woonplaats van den bestemmeling gelegen buiten den kring voor kosteloze bestelling van het kantoor van bestemming, dan mag dit kantoor een aanvullingsrecht heffen tot het bedrag, dat in het binnenlandsch verkeer voor spoedbestelling is vastgesteld, na aftrek van het vaste recht, dat door den afzender is betaald, of van het daarmee overeenstemmend bedrag in de munt van het land, dat dit aanvullingsrecht heeft.

Het bestellen per spoedbode buiten den kring van het kantoor van bestemming is niet verplichtend.

3. — Als een collo met spoedbestelling nagezonden wordt of onbestelbaar is, blijft het aanvullingsrecht, volgens het bepaalde bij artikel 45, § 2, invorderbaar.

4. — De bestelling of de toezending per bijzonderen bode van eene kennisgeving van aankomst wordt maar eenmaal beproefd. Is de poging zonder gevolg gebleven, dan wordt het collo verder niet meer als spoedzending beschouwd en geschiedt de bestelling op dezelfde wijze als die der gewone colli.

ARTIKEL 14.

Verbodsbepalingen.

1. — Behoudens andersluidende overeenkomst, is het verboden in de postcolli op te nemen :

a) Ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen.

De Beheeren zijn evenwel bevoegd om, wegens het vervoer van geladen slaghoedjes en metalen patronen voor draagbare vuurwapens, van niet-ontplofbare ernstvuurwerken *en van lucifers* onderling in overleg te treden ;

b) opium, morphine, cocaïne en andere verdoovende middelen. Dit verbod geldt echter niet voor dergelijke zendingen gedaan met een geneeskundig doel, voor de landen welke ze op die voorwaarde toelaten ;

c) voorwerpen die niet toegelaten zijn bij de tolwetten of -reglementen of andere wetten of reglementen ;

d) brieven of geschriften die het kenmerk dragen van een actueele en persoonlijke briefwisseling, alsmede briefwisselingen van allen aard, voorzien van een ander adres dan dat van den bestemming van het collo.

Nochtans is het geoorloofd de open rekening, welke alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevat, in het collo te sluiten ; hetzelfde geldt voor het afschrift van het adres van het collo, met vermelding van het adres van den afzender.

2. — Levende dieren worden slechts aangenomen, *indien het vervoer er van toegelaten is* door de wetgeving van de *betrokken Landen en de desbetreffende voorschriften van het Reglement zijn in acht genomen*.

3. — Het is verboden muntstukken, al dan niet bewerkt goud of zilver of andere kostbaarheden te verzenden in colli zonder aangegeven waarde, met bestemming naar landen welke aangifte van waarde toelaten.

4. — De colli, die ten onrechte ter verzending werden toegelaten, moeten naar het Beheer van herkomst worden teruggestuurd, behoudens het geval dat het Beheer van het land van bestemming er volgens zijne wetgeving anders zou mogen over beschikken. *Als zulks gebeurt, dient aan het Beheer van afzending, op nauwkeurige wijze, kennis gegeven van de manier, waarop het collo werd behandeld.*

Het feit dat een collo eenen brief of geschriften bevat, die het kenmerk dragen van een actueele en persoonlijke briefwisseling, mag evenwel, in geenerlei geval, de terugzending naar den afzender voor gevolg hebben.

5. — *De ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen, welke, krachtens de bijzondere overeenkomst, bij bovenstaande § I, letter a), 2° lid voorzien, niet zijn*

toegelaten, en de oneerbare of onzedelijke voorwerpen worden niet naar het Beheer van herkomst teruggezonden; zij worden door het Beheer dat er de tegenwoordigheid van vaststelt, ter plaatse vernietigd.

ARTIKEL 15.

Colli voor Krijgsgevangenen.

De postcolli, behalve verrekencolli, bestemd voor of verzonden door krijgsgevangenen, zijn vrijgesteld van alle door deze Bijzondere Overeenkomst gestelde taksen, zoowel in de landen van herkomst en van bestemming, als in de tusschenliggende landen. Voor deze colli is noch vergoeding, noch betaling van vergoeding in geval van verlies, berooving of beschadiging verschuldigd.

Hetzelfde geldt voor de postcolli betreffende krijgsgevangenen, verzonden of ontvangen hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van de inlichtingskantoren die, desgevallend, voor deze personen mochten ingericht zijn in krijgvoerende landen of in onzijdige landen, welke krijgvoerenden op hun grondgebied hebben opgenomen.

De in een onzijdig land opgenomen en geïnterneerde krijgvoerders worden, wat de toepassing van bovenstaande bepalingen betreft, met de eigenlijke krijgsgevangenen gelijkgesteld.

ARTIKEL 16.

Terugvordering. Adreswijziging.

De afzender van een collo kan dit terugvorderen of het adres er van doen wijzigen op de voorwaarden, voor de poststukken vastgesteld bij artikel 43 van de Overeenkomst, met dien verstande dat hij, indien de afzender terugzending of nazending van een collo verlangt, gehouden is borg te blijven voor de betaling van het voor de nieuwe verzending verschuldige port.

ARTIKEL 17.

Kennisgeving van Ontvang.

De afzender kan eene kennisgeving van ontvang bekomen in de bij artikel 49 van de Overeenkomst bepaalde voorwaarden.

ARTIKEL 18.

Nazending.

1. — *De nazending van een collo, ten gevolge van woonplaatsverandering van den bestemming op het grondgebied van het land van bestemming, kan geschieden, hetzij op aanvraag van den afzender of van den bestemming, hetzij zonder uitdrukkelijke aanvraag, indien de reglementen van het land van bestemming dit voorzien.*

De nazending van een collo, van een land naar een ander, heeft slechts plaats op

aanvraag van den afzender of van den bestemmeling, op voorwaarde dat het collo aan de vereischten voor het nieuw vervoer voldoet.

De afzender mag elke nazending verbieden door middel van een bijzondere aantekening op het bulletijn van verzending en op het collo.

2. — Wegens het nazenden der colli naar een ander land, ten gevolge van woonplaatsverandering van den bestemmeling, geschiedt opnieuw eene heffing van de porten bedoeld bij artikelen 3 tot 8 en 33. Wanneer een collo op het grondgebied van het land van bestemming werd nagezonden, kan het Beheer van dit land een nazendingsport heffen op grondslag van zijne binnenlandsche reglementen. Bedeelde porten, die in orderbaar zijn in geval van latere nazending of van terugzending naar de herkomst, worden geheven van de bestemmingen of, in voorkomend geval, van de afzenders, onverminderd de terugbetaling van de tolrechten of andere bijzondere kosten waarvan het land van bestemming de opheffing niet verleent.

Op dezelfde wijze wordt te werk gegaan voor de colli, waarop een der bij artikel 14 van de Bijzondere Overeenkomst voorziene verbodsbepalingen toepasselijk is.

3. — De nazending van de colli, die verkeerd werden toegezonden of ten onrechte tot de verzending werden toegelaten, geschiedt volgens de bepalingen van artikel 33, §§ 1 en 2 van het Reglement.

ARTIKEL 19.

Onbestelbare colli.

1. — De afzenders moeten op de keerzijde van het verzendingsbulletijn en op de colli aanduiden, hoe over hunne zendingen bij nietbestelling moet worden beschikt.

Wordt dit voorschrift niet nagekomen, dan worden de onbestelbare colli, na eenen termijn van 15 dagen of, uiterlijk, na eene maand te rekenen van daags nadat zij ter beschikking van de bestemmingen werden gesteld, naar het kantoor van herkomst teruggezonden.

2. — De terugzending van een onbestelbaar collo moet onmiddellijk plaats hebben, indien de op het verzendingsbulletijn en op het collo gestelde aanvraag van den afzender niet tot de bestelling heeft geleid. Hetzelfde geldt als er geen voldoening is kunnen worden gegeven aan het verlangen door den afzender uitgedrukt in zijn antwoord op het bericht van niet-bestelling, voorzien bij artikel 34 van het Reglement. Als de afzender verscheiden aanvragen heeft gedaan, wordt het collo slechts teruggezonden, zoo die aanvragen alle zonder uitslag zijn gebleven.

3. — Van den afzender mag, op het oogenblik dat hij het in artikel 34 van het Reglement vermelde formulier van niet-bestelling in te vullen heeft, een recht worden gevorderd, dat niet meer bedraagt dan het dubbel van de laks toepasselijk op eenen brief van enkelvoudig gewicht.

Heeft het kantoor van bestemming, binnen den termijn van eene maand, te rekenen van de verzending van dit bericht van niet-bestelling, geen voldoende onderrichtingen bekomen, dan wordt het collo naar het kantoor van herkomst

teruggezonden. In het verkeer met de overzeesche landen, wordt deze termijn op vier maand gebracht.

4. — De colli, die ter beschikking van de bestemmingen bewaard blijven of postliggend gezonden zijn, worden als onbestelbaar beschouwd, na den termijn van bewaring, voorgeschreven bij de reglementen van het land van bestemming, zonder dat nochtans die termijn vier maand in het verkeer met de overzeesche landen en ééne maand in het ander verkeer mag te boven gaan.

De terugzending naar het land van herkomst moet evenwel binnen een korteren termijn geschieden, indien de afzender dit bij bijzondere aanteekening op het bulletijn en op het collo aangevraagd heeft.

5. — *De terugzending van de onbestelbare colli geeft aanleiding tot het heffen van de bij § 2 van vorenstaand artikel 18 voorziene port'en.*

ARTIKEL 20.

Opheffing van de tolrechten.

De Beheeren van de contracteerende landen verbinden zich om bij de respectieve Tolbeheeren de opheffing te vragen van de tolrechten der colli, welke naar het land van herkomst werden teruggezonden, door den afzender niet werden opgevraagd, wegens algeheele beschadiging van den inhoud vernietigd, of naar een ander land nagezonden werden.

Zij gaan op dezelfde wijze te werk voor de in hunnen dienst verloren, beroofde of beschadigde colli, onder het bij onderstaand artikel 41, § 4, voorziene voorbehoud.

ARTIKEL 21.

Verkoop. Vernietiging.

Alleen de artikelen, onderhevig aan beschadiging of bederf, mogen onmiddellijk, zelfs onderwege, bij de heen- of de terugreis, zonder voorafgaande verwittiging of zonder gerechtelijke formaliteit verkocht worden ten voordeele van den rechthebbende. Is de verkoop om de eene of andere reden onmogelijk, dan worden de beschadigde of bedorven voorwerpen vernietigd.

ARTIKEL 22.

Niet-opgevraagde colli.

De colli, die aan de bestemmingen niet zijn kunnen besteld worden en door de afzenders niet werden opgevraagd, worden niet teruggezonden door het Beheer van bestemming, dat ze volgens zijne wetgeving behandelt.

ARTIKEL 23.

Terugvordering der kosten van den afzender.

De afzenders zijn gehouden tot betaling van de vervoerkosten of andere kosten, welke ten gevolge van de niet-bestelling der colli, door de Beheeren niet

werden ontvangen, zelfs indien de colli niet opgevraagd of wel verkocht of vernietigd werden. Die kosten worden op het Beheer van herkomst verhaald.

ARTIKEL 24.

Navragen.

1. — Elke navraag omtrent een collo of een verrekenpostwissel kan aanleiding geven tot het heffen van een vast recht van ten hoogste 1 frank.

Geenerlei recht wordt geheven indien de afzender reeds het bijzonder recht voor eene kennisgeving van ontvang voldaan heeft.

2. — De navragen worden slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar te rekenen van den dag na dien van de afgifte. Elk Beheer is evenwel verplicht gevolg te geven aan de navragen, waarvan hem door een ander Beheer kennis werd gegeven en die betrekking hebben op verzendingen welke sedert minder dan twee jaar werden gedaan. Te dien einde moeten de archieven van den dienst der postcolli gedurende twee jaar bewaard worden.

3. — Heeft een op den dienst betrekking hebbende fout eene navraag uitgelokt, dan worden de rechten wegens navraag teruggegeven.

HOOFDSTUK III.

Verrekencolli.

ARTIKEL 25.

Taksen en voorwaarden. Vereffening.

1. — De colli mogen, bezwaard met een verrekenbedrag, worden verzonden in het verkeer met de landen, die overeenkomen om dien dienst te verzekeren.

Tenzij anders is overeengekomen, wordt het verrekenbedrag in de munt van het land van herkomst van het collo uitgedrukt.

Het hoogste verrekenbedrag is gelijk aan dat, vastgesteld voor de postwissels met bestemming naar het land van herkomst van het collo.

Elk Beheer is verplicht de verrekencolli ten doorvoer toe te laten, zelfs indien het die zendingen in zijnen dienst niet aanneemt. De tusschenliggende landen moeten eveneens den doorvoer verzekeren van de colli, waarvan het verrekenbedrag het voor hun eigen dienst bepaalde maximum te boven gaat.

2. — De verrekencolli zijn onderworpen aan de formaliteiten en taksen voor gewone colli of, in voorkomend geval, voor colli met aangegeven waarde. De afzender betaalt, bovendien, een vast recht, dat niet minder dan 20 centiem en niet meer dan 50 centiem mag bedragen en een evenredig recht van 1/2 ten honderd van het verrekenbedrag. Het Beheer van afzending is bevoegd om die rechten volgens de eischen van zijn muntstelsel af te ronden.

3. — De uitbetaling der geïncasseerde verrekenbedragen geschiedt door middel van kosteloos uitgegeven verrekenwissels.

De Beheeren mogen, in gemeen overleg, een ander stelsel voor de uitbetaling van de geïncasseerde sommen toepassen. Zij mogen zich, namelijk, volgens overeen te komen voorwaarden er mee belasten ze op loopende postrekening te storten in het land van bestemming van het stuk.

ARTIKEL 26.

Opheffing of wijziging van het verrekenverdrag.

De afzender van een verrekencollo mag de geheele of de gedeeltelijke opheffing van het verrekenbedrag aanvragen.

De aanvragen van dien aard worden aan dezelfde bepalingen als die voor terugvordering of adreswijziging onderworpen. (Art. 45 van de Overeenkomst)

ARTIKEL 27.

Verantwoordelijkheid in geval van verlies, berooving of beschadiging.

Voor verlies, berooving of beschadiging van een verrekencollo is de postdienst verantwoordelijk in de voorwaarden vastgesteld bij verderstaand Hoofdstuk VI.

ARTIKEL 28.

Waarborging van de regelmatig geïncasseerde sommen.

De regelmatig van den bestemmeling geïncasseerde sommen worden den afzender gewaarborgd in de voorwaarden, bij de Bijzondere Overeenkomst betreffende de postwissels bepaald voor de in postwissels omgezette sommen.

ARTIKEL 29.

Vergoeding in geval van niet-incasseering, ontoereikende of bedrieglijke incasseering.

Werd het collo zonder incasseering van het verrekenbedrag aan den bestemmeling afgeleverd, dan heeft de afzender recht op eene vergoeding, *mits eene klacht binnen den bij artikel 24 voorzienen termijn werd ingediend* en voor zoover de niet-incasseering aan geene fout of nalatigheid zijnerzijds te wijten is.

Hetzelfde geldt als de van den bestemmeling geïnde som kleiner is dan die van het aangewezen verrekenbedrag of indien de incasseering bedrieglijk is geschied. De vergoeding mag in geenerlei geval, het verrekenbedrag te boven gaan.

Wegens de betaling van de vergoeding, treedt het verantwoordelijk Beheer, *tot het bedrag van de vergoeding*, in de rechten van den afzender voor elk mogelijk verhaal op den bestemmeling of op derden.

ARTIKEL 30.

Vaststelling van de verantwoordelijkheid

De betaling, door het Beheer van afzending, van de regelmatig geïncasseerde sommen of de betaling van de bij bovenstaand artikel 29 voorziene vergoeding geschiedt voor rekening van het Beheer van bestemming. Dit laatste is verantwoordelijk, tenzij het kan bewijzen dat de fout aan het niet-nakomen van een verordende bepaling door het Beheer van afzending te wijten is of dat, bij de overgave aan zijnen dienst, op het collo noch op het daarop betrekking hebbend verzendingsbulletijn de aanwijzingen stonden, die voor verrekencolli door het Reglement voorgeschreven zijn.

ARTIKEL 31.

**Toepassing van de bepalingen van de Overeenkomst
op de te betalen vergoedingen en sommen. Termijnen van betalingen
en terugbetaling van de voorschotten.**

De bepalingen van artikel 63 en 66 van de Overeenkomst gelden voor de verrekencolli.

ARTIKEL 32.

Verrekenpostwissels.

Het bedrag van eenen verrekenpostwissel, dat, om eenigerlei reden, aan den bestemming niet is kunnen uitgekeerd worden, wordt aan het Beheer van uitgifte niet terugbetaald. Het wordt door het Beheer, dat het verrekencollo heeft verzonden, ter beschikking van den bestemming gehouden en komt, na het verstrijken van den wettelijken verjaringstermijn, voorgoed toe aan dit Beheer.

Verder zijn de verrekenwissels, onder het bij het Reglement voorziene voorbehoud, onderworpen aan de bepalingen van de Bijzondere Overeenkomst betreffende de postwissels.

HOOFDSTUK IV.

Colli met aangegeven waarde.

ARTIKEL 33.

Taksen en Voorwaarden.

1. — De colli kunnen met aangifte van waarde worden verzonden in het verkeer tusschen de landen wier Beheeren dien dienst *verzekeren*.

2. — Ieder land bepaalt zijnerzijds de hoogste aangegeven waarde, welke, in geen geval, minder dan 1,000 frank mag bedragen.

In het verkeer tusschen twee of meer landen, die verschillende hoogste bedragen hebben aangenomen, moet het laagste dier bedragen wederzijds worden inachtgenomen.

3. — Boven de rechten toepasselijk op gewone colli, wordt er per ondeelbaar gedeelte van 500 frank van de aangegeven waarde, als verzekeringsrecht geheven :

- a) 5 centiem per Beheer dat aan het vervoer over land deelneemt;
- b) 10 centiem per dienst die voor het vervoer over zee wordt gebezigd.

4. — Als overgangsmaatregel, mag het Beheer van herkomst evenwel een globaal verzekeringsrecht heffen, dat niet meer van 50 centiem per 500 frank van de aangegeven waarde mag bedragen.

5. — De landen, die bereid zijn ook in geval van overmacht schadevergoeding te betalen voor colli met aangegeven waarde, mogen een bijzonder recht heffen, op voorwaarde dat dit recht en het verzekeringsrecht samen het bij vorenstaande § 4 voorziene recht niet te boven gaan.

6. — Het Beheer van herkomst is bevoegd om een verzendingsrecht te heffen dat niet meer dan 50 centiem per collo mag bedragen.

7. — *De afzender van een collo met aangegeven waarde ontvangt kosteloos, bij de afgifte, een ontvangstbewijs van zijne zending.*

ARTIKEL 34.

Valsche aangifte.

De aangegeven waarde mag de werkelijke waarde van den inhoud der zending niet te boven gaan, doch het is toegelaten slechts een deel van deze waarde aan te geven.

Elke valsche aangifte van waarde, die de werkelijke waarde van de zending te boven gaat, geeft aanleiding tot de gerechtelijke vervolging, die de wetgeving van het Land van herkomst kan vorderen.

HOOFDSTUK V.

Colli met spoedverzending.

ARTIKEL 35.

Taksen en voorwaarden.

1. — In het verkeer tusschen de landen, die zich dienaangaande akkoord hebben gesteld, mag de afzender vragen, dat een collo zooveel mogelijk vervoerd wordt met de snelle middelen, die bestaan voor het vervoer met de brievenpost. Deze colli, welke « expressen » of spoedverzendingen worden genoemd, worden per hode ten huize van den bestemming besteld, behalve wanneer zij voorzien zijn van de melding « Poste restante ».

2. — Voor de colli met spoedverzending worden de bij bovenstaande artikelen 3 tot 8 bepaalde rechten en vermeerderingen verdrievoudigd.

De rechten, vastgesteld bij artikel 33, het recht voor spoedbeste'ling en de andere bijkomende taksen worden er zonder vermeerdering op toegepast.

HOOFDSTUK VI.

Verantwoordelijkheid.

ARTIKEL 36.

Uitgestrektheid van de verantwoordelijkheid.

1. — Behalve in de gevallen, voorzien bij het volgend artikel, staan de Beheeren in voor verlies, berooving of beschadiging van de postcolli.

De afzender heeft uit dien hoofde recht op eene vergoeding, die met het werkelijk bedrag van het verlies, de berooving of de beschadiging overeenstemt. Voor de gewone colli mag deze vergoeding niet meer bedragen dan : 10 frank per collo tot het gewicht van 1 kilogram, 25 frank per collo van 1 tot 5 kilogram, 40 frank per collo van 5 tot 10 kilogram. Voor de colli met aangegeven waarde mag de vergoeding het bedrag van de aangegeven waarde niet te boven gaan.

De vergoeding wordt betaald aan den bestemming, wanneer deze ze opvoert, hetzij na bij de afgifte van een beroofd of beschadigd col'o voorbehoud te hebben gemaakt, hetzij indien hij bewijst dat de afzender te zijnen voordeele van zijne rechten afziet.

2. — De onrechtstreeksche schade of de niet verwezenlijkte winsten worden niet in aanmerking genomen.

3. — De vergoeding wordt berekend naar den marktprijs der goederen van denzelfden aard, ter plaatse waar en ten tijde waarop de goederen ten vervoer werden aangenomen. Bij gebreke van marktprijs, wordt de vergoeding berekend volgens de op dezelfde grondslagen begroote gewone waarde der goederen.

4. — In geval eene vergoeding verschuldigd is voor verlies, vernietiging of algeheele berooving van een collo, heeft de afzender bovendien recht op teruggaaf der vervoerrechten. Hetzelfde geldt voor de zendingen, door de bestemmingen geweigerd wegens den slechten toestand waarin zij verkeerden, mits deze toe te schrijven zij aan den postdienst en deze dienst er verantwoordelijk voor is.

5. — In alle geval behouden de Postbeheeren het verzekeringsrecht.

ARTIKEL 37.

Uitzonderingen op het beginsel van de verantwoordelijkheid.

De Beheeren zijn ontlast van alle verantwoordelijkheid :

a) in geval van overmacht ; de verantwoordelijkheid blijft evenwel bestaan ten opzichte van het Beheer van afzending, dat bereid is, ook in geval van overmacht, schadevergoeding te betalen (Art. 33, § 5);

- b) als zij van de colli geen rekenschap kunnen geven ten gevolge van de vernietiging der dienstbescheiden door overmacht ;
- c) als de schade veroorzaakt werd door de fout of de nalatigheid van den afzender af aan den aard van het voorwerp te wijten is ;
- d) voor de colli, op den inhoud waarvan eene der bij artikel 14 voorziene verbodsbepalingen van toepassing is ;
- e) voor de colli, waarvoor een hoogere waarde dan de werkelijke waarde van den inhoud werd aangegeven.
- f) ten opzichte van de colli die, binnen den bij artikel 24 voorzienen termijn van één jaar, tot geenerlei navraag hebben aanleiding gegeven.

ARTIKEL 38.

Ophouden van de verantwoordelijkheid.

De Beheeren houden op verantwoordelijk te zijn voor de colli, *waarvan de bestelling in de bij hunne binnenlandsche reglementen voorziene voorwaarden geschied is* en die door de rechthebbenden werden in ontvangst genomen, zonder het bij vorenstaand artikel 36 voorziene voorbehoud.

ARTIKEL 39.

Betaling van de vergoeding.

De verplichting tot uitbetaling van de vergoeding rust op het Beheer van afzending, *behalve in de bij artikel 36, § 1, bedoelde gevallen waarin die vergoeding uitbetaald wordt door het Beheer van bestemming.* Het beheer van uitbetaling behoudt een recht van verhaal op het verantwoordelijk Beheer.

ARTIKEL 40.

Termijn van betaling.

1. — De betaling der vergoeding heeft zoo spoedig mogelijk plaats en, uiterlijk, binnen den termijn van één jaar, te rekenen van den dag na dien waarop de navraag werd ingediend.

2. — *Het Beheer, dat krachtens artikel 39 verplicht is tot uitbetaling van de vergoeding, is er toe gemachtigd den rechthebbende schadeloos te stellen voor rekening van het Beheer dat, na regelmatig van de zaak in kennis te zijn gesteld, zes maand heeft laten verlopen zonder er gevolg aan te geven ; die termijn wordt op negen maand gebracht in het verkeer met de overzeesche landen.*

3. — Het Beheer van afzending mag, bij uitzondering, de regeling der vergoeding uitstellen tot na den termijn van één jaar, wanneer de kwestie van de verantwoordelijkheid nog niet kon worden opgelost door oorzaken, vreemd aan den postdienst (bijvoorbeeld overmacht).

ARTIKEL 41.

Verantwoordelijk Beheer.

1. — Totdat het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op het Beheer, dat het collo, zonder voorbehoud te maken, van een ander Beheer heeft in ontvangst genomen, in het bezit werd gesteld van alle bij de reglementen voorziene middelen tot opzoeking, en noch de afgifte aan den bestemming noch, waar dit te pas komt, de behoorlijke overgave aan het volgend Beheer kan bewijzen.

2. — Indien het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad gedurende het vervoer, zonder dat kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land het feit is geschied, of zoo, de gewone colli gezamenlijk overgegeven zijnde, het niet kan worden uitgemaakt op het grondgebied of in den dienst van welk land een collo verloren is geraakt, beroofd of beschadigd werd, dragen de betrokken Beheeren de schade bij gelijke deelen.

3. — Is een collo met aangegeven waarde verloren geraakt, beroofd of beschadigd door overmacht, dan is het Beheer op welks grondgebied of in welks dienst het verlies, de berooving of de beschadiging plaats had, daarvoor jegens het Beheer van afzending slechts verantwoordelijk, indien de twee landen ook in geval van overmacht schadevergoeding betalen.

4. — De tolrechten en andere rechten, die niet konden worden opgeheven, vallen ten laste van de voor het verlies, de berooving en de beschadiging verantwoordelijke vervoerders.

5. — *Wegens de betaling van de vergoeding treedt het verantwoordelijk Beheer, tot het bedrag van de vergoeding, in de rechten van den persoon die ze bekomen heeft, zulks voor elk mogelijk verhaal, hetzij op den bestemming, hetzij op den afzender of op derden.*

Worden de als verloren beschouwde colli, evenwel, later geheel of gedeeltelijk teruggevonden, dan dient aan den persoon, wien de vergoeding werd uitbetaald, bericht, dat hij de zending, tegen terugbetaling van het bedrag der betaalde vergoeding, mag in bezit nemen.

ARTIKEL 42.

Terugbetaling van de vergoeding aan het Beheer van afzending.

Het Beheer dat verantwoordelijk is of voor welks rekening de betaling, overeenkomstig artikel 40, is geschied, moet het bedrag van de vergoeding terugbetalen binnen eenen termijn van drie maand na kennisgeving van de betaling. Die terugbetaling geschiedt kosteloos voor het Beheer dat schuldeischer is, hetzij door middel van eenen postwissel of van eenen handelswissel, *betaalbaar op zicht en*

getrokken op de hoofdstad of op eene handelsplaats van het land dat te vorderen heeft, hetzij in gangbare munt van het land dat schuldeischer is. Het bedrag der vergoeding mag ook op het aansprakelijk land bij wijze van afrekening ambts-halve worden nagenomen, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van het eerste Beheer van doorvoer, dat zich op zijne beurt crediteert op het volgende Beheer, en zoo vervolgens tot dat de betaalde som op het debet is gebracht van het aansprakelijk Beheer. Na bovenbedoelden termijn van drie maand brengt de verschuldigde som zeven ten honderd 's jaar interest op, te rekenen van den dag van het ver-trijken van voormelden termijn.

Het Beheer, wiens aansprakelijkheid behoorlijk vastgesteld is, en dat aanvankelijk geweigerd heeft de vergoeding te betalen, moet al de bijkosten wegens de niet gerechtvaardigde vertraging van de betaling te zijnen laste nemen.

HOOFDSTUK VII.

Toekenning van de taksen.

ARTIKEL 43.

Vergoeding wegens vervoer.

Het Beheer van afzending betaalt voor elk collo :

- a) Aan het Beheer van bestemming, de rechten die aan dit Beheer toekomen krachtens de bepalingen van artikelen 3 tot 8 en 33;
- b) in voorkomend geval, aan elk Beheer van doorvoer, de rechten bepaald bij artikelen 3, 4, 6, 7 en 33.

ARTIKEL 44.

Naneming in geval van na- of terugzending.

Het Beheer, dat een collo nazendt of naar het Beheer van herkomst terugstuurt neemt op het volgende Beheer het aandeel na, dat hem toekomt en, in voorkomend geval :

- a) *het recht van bestelling en van inklaring, voorzien bij artikel 9;*
- b) *het bedrag van het magazijnrecht, voorzien bij artikel 12;*
- c) *het recht van nazendig, voorzien bij artikel 18, § 2;*
- d) *de rechten, die het voorgesloten heeft.*

Op dezelfde wijze wordt door elk Beheer van doorvoer gehandeld, zooals voorgeschreven is bij artikel 33 van het Reglement.

ARTIKEL 45.

Bijzonder en aanvullend recht voor spoedbestelling.

1. — Het bijzonder recht wegens spoedbestelling, voorzien bij artikel 13, § 1, maakt deel uit van de vergoedingen, die aan het Beheer van bestemming teekomen.

Als een collo met spoedbestelling naar een ander land wordt nagezonden, zonder dat de bestelling werd beproefd, wordt dit recht aan het nieuwe land van bestemming vergoed. Ingeval het laatste zich met de spoedbestelling niet belast, wordt het recht behouden door het Beheer van het land van eerste bestemming; hetzelfde geldt als een collo met spoedbestelling niet kan worden uitgereikt.

2. — *Wordt een collo met spoedbestelling nagezonden of naar de herkomst teruggestuurd, dan wordt het bij artikel 13, §§ 2 en 3 voorziene aanrullingsrecht door het Beheer, dat de bestelling beproefd heeft, op het corresponderend Beheer nagenomen, behalve ingeval dit recht hem bij de aanbidding ten huize van den bestemming gestort werd.*

ARTIKEL 46.

Recht voor de nazending in het land van bestemming.

Het recht van nazending, voorzien bij artikel 18, § 2, wordt bij latere nazending of bij terugzending naar de herkomst, behouden door het land dat de nazending binnen zijn grondgebied gedaan heeft.

ARTIKEL 47.

Allerlei rechten.

1. — Worden behouden door het Beheer, dat ze geheven heeft :

- a) het vast recht, van toepassing op de kennisgevingen van ontvang (art. 17);
- b) het recht, voorzien voor een onherstelbaar collo (art. 19, § 3);
- c) het recht, van toepassing op de navragen (art. 24, § 1);
- d) het verzendingsrecht voor de colli met aangegeven waarde (art. 33, § 6).

2. — Het recht van bestelling en van inkleding (art. 9) blijft aan het Beheer van bestemming.

Het commissieloon (art. 11) komt toe aan hetzelfde Beheer.

ARTIKEL 48.

Verrekenrecht.

De bij artikel 25, § 2 voorziene rechten worden bij helften verdeeld tusschen het Beheer van het land van herkomst en dat van het land van bestemming, en wel zooals voorgeschreven is bij het Reglement.

ARTIKEL 49.

Verzekeringsrecht.

Voor de colli met aangegeven waarde is door het Beheer van herkomst aan elk der Beheeren wier diensten aan het vervoer deelnemen en, in voorkomend geval, voor elk dier diensten, een evenredig recht van verzekering te vergoeden, dat, per 500 frank of gedeelte van die som, is vastgesteld op 5 centiem voor het vervoer over land en op 10 centiem voor het vervoer over zee.

HOOFDSTUK VIII.

Allerlei bepalingen.

ARTIKEL 50.

Toepassing van de bepalingen van algemeen aard van de Overeenkomst.

De bepalingen van algemeen aard, voorkomende in Titels I en II van de Overeenkomst, zijn van toepassing op het uitwisselen van colli, onder het volgend voorbehoud :

De Beheeren der landen, die tot deze Bijzondere Overeenkomst zijn toegetreden en eenen dienst van postcolli met niet contracteerende landen onderhouden, staan aan al de andere deelnemende Beheeren toe gebruik te maken van deze betrekkingen tot uitwisseling van postcolli met laatsbedoelde landen.

Indien het land, dat tot deze Bijzondere Overeenkomst wenscht toe te treden, de bevoegdheid verlangt om een opgeld van meer dan 25 centiem per collo te heffen, wordt de aanvraag om toetreding door de Regeering van den Zwitserschen Bond aan alle verdragsluitende landen onderworpen. *Indien, binnen den termijn van zes maand, meer dan een derde van de tot de Bijzondere Overeenkomst toegetreden Beheeren zich tegen die aanvraag niet uitspreekt, wordt zij beschouwd als toegestaan.*

ARTIKEL 51.

Goedkeuring van de voorstellen gedaan in den tijd tusschen de bijeenkomsten.

Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de in den tijd tusschen de bijeenkomsten gedane voorstellen (Artikelen 18 en 19 van de Overeenkomst) op zich vereenigen :

a) alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe artikelen of eene wijziging in de bepalingen der artikelen 1 tot 19, 24 tot 45, 47, 48, 49, 51 en 52 van deze Bijzondere Overeenkomst en van artikel 49 van haar Reglement betreffen;

b) twee derden der stemmen, wanneer zij een wijziging in andere bepalingen dan die van het vorenstaande lid betreffen;

c) de volstrekte meerderheid, wanneer zij de uitlegging van de bepalingen der Bijzondere Overeenkomst en haar Reglement betreffen, behoudens het geval van geschil, te onderwerpen aan het bij artikel 40 van de Overeenkomst voorziene scheidsgerecht.

SLOTBEPALINGEN.

ARTIKEL 52.

Tenuitvoerlegging en duur van de Bijzondere Overeenkomst.

Deze Bijzondere Overeenkomst treedt in werking op 1 oktober 1925 en blijft voor onbepaalde tijd van kracht.

Des ten oorkonde hebben de Gevolmachtigden der hierboven genoemde Landen deze Bijzondere Overeenkomst onderteekend op één exemplaar, dat in de Archieven van de Regeering van Zweden zal worden nedergelegd en waarvan een afschrift aan iedere Partij zal worden ter hand gesteld.

Gedaan te Stockholm, den 28^e Augustus 1924.

Voor Albanië :

DAVID BJURSTRÖM.

Voor Duitschland :

W. SCHENK.
K. ORTH.

Voor de Argentijnsche Republiek :

M. RODRIGUEZ-OCAMPO.

Voor Oostenrijk :

JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.
GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.

Voor België :

A. PIRARD.
HUB. KRAINS.
O. SCHOCKAERT.

Voor de Belgische Congo-Kolonie :

M. HALEWYCK.
G. TONDEUR.

Voor Bolivia :

Mto. URRIOLAGOTIA H.

Voor Brazilië :

A. DE ALLMEIDA-BRANDAO.
J. HENRIQUE ADERNE.

Voor Bulgarije :

N. BOSCHNACOFF.
ST-IVANOFF.

Voor Chili :

CESAR LEON.
L. TAGLE SALINAS.
C. VERNEUIL,

Voor China :

TAI TCH'ENNE LINNE.

Voor de Republiek Columbia :

LUIS SERRANO-BLANCO.

Voor de Republiek Costa-Rica :

V. ANDERSSON.

Voor de Republiek Cuba :

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Voor Denemarken :

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Voor de Vrije Stad Dantzig :

DR. ALFRED WYSOCKI.
DR. MARJAN BLACHIER.

Voor de Republiek San Domingo :

C. G. F. HAGSTRÖM.

Voor Egypte :

H. MAZLOUM.
E. MAGGIAR.
WAHDÉ IBRAHIM.

Voor Ecuador :**Voor Spanje :**

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE
CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Voor de Spaansche Koloniën :

MARTIN VICENTÉ SALTO.

Voor Esthland :

EDWARD WIRGO.

Voor Ethiopië :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Voor Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

Voor Frankrijk :

M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Voor Algerië :

H. TREUILLÉ.

**Voor de Fransche Koloniën en
Proctectoraten in Achter-Indië :**

ANDRÉ TOUZET.

**Voor de gezamenlijke overige
Fransche Koloniën :**

G. PILLIAS.
GINESTOU.

Voor Griekenland :

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Voor Guatemala :**Voor de Republiek Haïti :**

CARL SCHLYTER.

Voor de Republiek Honduras :**Voor Hongarije :**

O. DE FEJÉR.
G. Baron SZALAY.

Voor Britsch Indië :

GEOFFREY CLARKE.
HEMANTE KUMAR RAHA.

Voor Ysland :

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Voor Italië :

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

**Voor de gezamenlijke Italiaansche
Koloniën :**

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Voor Japan :

S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Voor Chosen :

S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

Voor de gezamenlijke overige
Japansche onderhoorigheden :

S. SUGINO.
H. KAWAI.

Voor Letland :

Ed. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Voor de Republiek Liberia :

GUST. W. DE HORN DE RANTZIEN.

Voor Litauen :

J. JURKUNAS SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Voor Luxemburg :

JAAQUES.

Voor Marokko (met uitsluiting
van Spaansche Zone) :

F. GENTIL.
WALTER.

Voor Marokko (Spaansche Zone) :

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE
CANONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Voor Nicaragua :

Voor Noorwegen :

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Voor de Republiek Panama :

JOSÉ L. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Voor Paraguay :

GUNNAR LANGBORG.

Voor Nederland :

SCHREUDER.
J. S. VAN GELDER.
J. M. LAMERS.

Voor Nederlandsch-Indie :

I. J. MILBORN.

Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. MILBORN.

Voor de Nederlansche Koloniën
in Amerika :

I. J. MILBORN.
Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. MILBORN.

Voor Peru :

Emil HECTOR.

Voor Persië :

FAHIMED DOWLEH.
E. PIRE.

Voor Polen :

D^r ALFRED WYSOCKI.
D^r MARJAN BLACHIER.

Voor Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBU-
QUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Voor de Portugeesche Koloniën
in Afrika :

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA
BARBARA.

Voor de Portugeesche Koloniën
in Azië en Oceanië :

JOAQUIM PIRES FERREIRA
CHAVES.

Voor Roemenië :

GEORGE LECCA.

Voor de Republiek San Marino :

PERCIVAL KALLING.

Voor Salvador :

Voor Saargebied :

P. COURTILET.

Voor het Koninkrijk der Serviërs,
Croaten en Slowenen :

DRAGUTIN DIMITRIJEVIC.

SAVA TUTUNDZIC.

MILOS KOUACEVIÉ.

STOJSA KRBAVAC.

Voor het Koninkrijk Siam :

PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Voor Zweden :

JULIUS JUHLIN.

GUSTAF KIHLMARK.

GUNNAR LAGER.

THORE WENNQVIST.

Voor Zwitserland :

P. DUBOIS.

C. ROCHES.

Voor Tsjecho Slowakije :

JUDT OTOKAR RUZICKA.

JOSEPH ZABRODSKY.

Voor Tunis :

F. GENTIL.

BARBARAT.

Voor Turkije :

Voor MEHMED SABRY :

BÉHA TALY.

BÉHA TALY.

Voor de Vereeniging van de
Socialistische Sovjetsrepublieken :

Voor Uruguay :

ADOLFO AGORIO.

Voor de Vereenigde Staten
van Venezuela :

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

Slot-Protocol van de Bijzondere Overeenkomst.

Alvorens over te gaan tot de onderteekening van de op heden gesloten Bijzondere Overeenkomst betreffende de postcolli, zijn de ondergeteekenden, Gevolmachten, overeengekomen omtrent hetgeen volgt :

I.

Exploitatie van den dienst door de vervoerondernemingen.

Elk land, waar de post op dit oogenblik niet is belast met het vervoer van postcolli en dat tot bovengemelde Bijzondere Overeenkomst toetreedt, is bevoegd om de uitvoering van de bepalingen daarvan op te dragen aan de spoorweg- en scheepvaartondernemingen. Het kan dien dienst ook beperken tot de colli afkomstig van of bestemd voor plaatsen, welke door die ondernemingen bediend worden.

Het Postbeheer van dat land moet zich met de spoorweg- en scheepvaartondernemingen verstaan, ter verzekering van de volledige uitvoering, door die ondernemingen, van alle bepalingen van de Bijzondere Overeenkomst, in het bijzonder wat betreft de regeling van den dienst der uitwisseling.

Het verleent zijne tusschenkomst voor de behandeling van alle zaken met de Postbeheeren der andere verdragsluitende landen en met het Internationaal Beheer.

II.

Doorvoer.

Voorloopig wordt aan Perzië, aan de Portugeesche Koloniën in Afrika en aan de Belgische Congo-Kolonie de bevoegdheid toegestaan om den doorvoer van postcolli over hun grondgebied niet te verzekeren.

Deze bepaling geldt evenwel niet voor colli herkomstig uit of bestemd voor de Fransche Koloniën van Tchad, Oubangui-Chari en Midden Congo.

III.

Opgeld voor doorvoer.

Als uitzondering op de bepalingen van artikel 3 der Bijzondere Overeenkomst,

a) mag het recht voor doorvoer over land voorloopig gebracht worden op :

1 frank door Brazilië, de Republiek Columbia, Ecuador, Peru en de Vereenigde Staten van Venezuela ;

fr. 1 25 door China ;

fr. 2.50 door Aziatisch Turkije; dit opgeld mag op 4 frank worden gebracht voor de colli herkomstig uit en bestemd voor Perzië en vervoerd over Trebizonde-Erzeroum-Bayezid;

b) mag een opgeld van 50 centiem door de Republiek Panama geheven worden op colli, te vervoeren over de Landengte;

c) mag een opgeld van fr. 3.60 per collo, wegens doorvoer over land, door het Argentijnsch Beheer geheven worden op de colli, te verzenden over den spoorweg door de Andes;

d) is *Egipte* (voor *Soedan*) bevoegd om het landport, toepasselijk op de colli herkomstig uit en bestemd voor *Belgisch Congo*, in doorvoer over *Soedan*, te brengen op fr. 1.20 voor de colli wegende tot 1 kilogram en op fr. 4.40 voor de colli wegende meer dan 1 kilogram tot 5 kilogram;

e) is *Belgisch Congo* bevoegd om het landport op de colli, herkomstig uit of bestemd voor de *Fransche koloniën van Tchad, Oubangui-Chari en Midden-Congo*, te brengen op 60 centiem, 2 frank en 4 frank, al naar de indeeling volgens het gewicht.

dit port kan, in gemeen overleg tusschen de twee betrokken Beheeren, gewijzigd worden;

f) is de *Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken* bevoegd om het recht voor doorvoer te brengen op 2 frank per collo, voor het vervoer op het *Europeesch gedeelte* en op 2 frank per collo voor het vervoer op het *Aziatisch gedeelte* van de *Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken*;

g) mag een opgeld van fr. 1.25 per collo, wegens doorvoer over land door het *Chileensch Beheer* geheven worden op de colli, te vervoeren over den spoorweg door de *Andes*.

IV.

Eindopgeld.

Het opgeld, bij artikel 8 voorzien, mag, voorloopig en bij uitzondering, gebracht worden op:

40 centiem, door de Republiek San Domingo;

50 centiem, door Bulgarije, de Republiek Haïti en Ysland;

ten hoogste 75 centiem, door ieder van de hierna opgegeven Beheeren: Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, Chili, China, Finland, Griekenland, Guatemala, Achter-Indië, (voor sommige ver afgelegen kantoren), Britsch-Indië, Nicaragua, Noorwegen, de Republiek Panama, Polen, Salvador, Siam, Zweden, Aziatisch Turkije, Uruguay;

Het opgeld van fr. 0.75, toegestaan aan *Aziatisch Turkije*, mag op 2 frank worden gebracht voor de colli, bestemd voor de kantoren, welke van het spoor en de kust verwijderd liggen en waarheen het vervoer met de landpost geschiedt;

1 frank, door *Egipte* (wat betreft de kantoren van *Soedan*) en door de *Europeesche en Aziatische gedeelten* van de *Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken*, elk gedeelte afzonderlijk genomen;

fr. 1.25 door *Brazilië, Ecuador, Peru, de Vereenigde Staten van Venezuela* en door de *Argentijnsche kantoren la Costa del Sur, Tierra del Fuego* en naburige eilanden;

fr. 1,50 door de Nederlandsche Koloniën.

Bolivia is bevoegd om voorloopig de opgelden van 3 frank, 7 frank en 14 frank te heffen onderscheidenlijk voor de colli van elk der drie gewichtscategorieën, herkomstig uit of bestemd voor andere plaatsen dan La Paz en Oruro.

De Republiek Columbia is bevoegd om voorloopig de volgende opgelden te heffen: fr. 1,25 voor elk collo bestemd voor de zeehavens en een frank per kilogram of gedeelte van een kilogram voor de colli bestemd voor andere plaatsen.

Ethiopië is bevoegd om voorloopig de opgelden van 40 centiem, fr. 1,25 en fr. 1,70 te heffen onderscheidenlijk voor de colli van elk der drie gewichtscategorieën.

De Belgische Congo-Kolonie, Perzië en de Portugeesche Koloniën van Angola en Mozambique zijn er toe gemachtigd op de postcolli, voor dezer verder vervoer dan hunne uitwisselingskantoren, een opgeld te heffen, dat het tarief, toepasselijk op de colli van hunnen binnenlandschen dienst, niet mag te boven gaan.

V.

Bijzondere opgelden.

1. — Voor het vervoer tusschen het vasteland van Frankrijk eenerzijds en Algerië en Corsika anderzijds, wordt een opgeld geheven, dat gelijk is aan het recht wegens vervoer over zee over eenen afstand van niet meer dan 500 zee mijlen.

2. — Het Spaansch Beheer is er toe gemachtigd een opgeld van 25 centiem te heffen voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje eenerzijds en de Balearische eilanden, de Spaansche bezittingen in Noord-Afrika en de kantoren van de Spaansche zone in Marokko anderzijds, alsmede een opgeld van 50 centiem voor het vervoer tusschen het vasteland van Spanje en de Kanarische eilanden.

3. — Het Portugeesch Beheer is bevoegd om per collo tot 5 kilogram wegende, een opgeld van fr. 1,50 te heffen voor het vervoer tusschen het vasteland van Portugal en de Madera- en Azoreneilanden.

4. — Voor het vervoer tusschen Achter-Indië, eenerzijds, en het grondgebied Kouang-Tchéou-Wan, anderzijds, wordt een opgeld geheven gelijk aan het recht wegens vervoer over zee over een afstand van niet meer dan 500 zee mijlen.

VI.

Bijzondere tarieven.

Britsch-Indië is bevoegd om op de colli, herkomstig uit zijn land en bestemd voor andere landen, een volgens verschillende gewichtscategorieën opklimmend tarief toe te passen, op voorwaarde dat het gemiddelde der taksen de normale taks, met inbegrip van het opgeld waarop het recht heeft, niet te boven gaat.

Deze laatste bevoegdheid wordt ook verleend aan de landen, die zich bij de Bijzondere Overeenkomst aansluiten binnen den tijd vóór het eerstvolgende Congres.

VII.

Colli met aangegeven waarde.

In afwijking van de bepalingen van artikel 33 :

a) is de Belgische Congo-Kolonie er toe gemachtigd het maximum der aangegeven waarde tot 500 frank te beperken ;

b) is het Argentijnsch Beheer er toe gemachtigd een bijrecht van 10 centiem per 300 frank of gedeelte van 300 frank te heffen voor de colli met aangegeven waarde herkomstig uit of bestemd voor de kantoren van la Costa del Sur, Tierra del Fuego en de naburige eilanden ;

c) geeft het vervoer tussehen het vasteland van Frankrijk, eenerzijds, en Algerië en Corsika, anderzijds, voor de colli met aangegeven waarde, ten laste van den afzender, aanleiding tot een bijrecht voor verzekering van 10 centiem per 300 frank of een gedeelte hiervan ;

d) is het Achterindisch Beheer er toe gemachtigd een bijrecht van 10 centiem per 300 frank of gedeelte van 300 frank te heffen voor de colli met aangegeven waarde herkomstig uit en bestemd voor de kantoren van het grondgebied van Kouang-Tchéou-Wan ;

e) is het Beheer van Posterijen van de Vereeniging der Socialistische Sovjets-republieken er toe gemachtigd van den afzender een bijrecht voor verzekering van 15 centiem per 300 frank of gedeelte van 300 frank te vorderen voor de colli met aangegeven waarde bestemd voor het Aziatisch gedeelte van de Vereeniging der Socialistische Sovjetsrepublieken.

Elk collo met aangegeven waarde, herkomstig uit of bestemd voor Corsika en Algerië, geeft, ten laste van den afzender, aanleiding tot het heffen van een aan Corsika of Algerië toekomend landport in den vorm van een bijrecht voor verzekering van 5 centiem per 300 frank of gedeelte hiervan.

VIII.

Afmetingen en omvang.

Griekenland, Tunis en Aziatisch Turkije zijn bevoegd om voorloopig de colli niet aan te nemen, waarvan de afmetingen of de omvang het bij het Reglement voor de zeediensten toegelaten maximum te boven gaan.

IX.

Uitzonderingen op de bepalingen betreffende het heffen van het verrekenrecht en het opmaken der afrekeningen.

Bij overgangsmaatregel mogen, in het verkeer met de landen, waar de dienst der postcolli niet door het Beheer van Posterijen wordt uitgevoerd het heffen van het verrekenrecht en het opmaken der afrekeningen onderworpen worden aan de bepalingen van de Overeenkomst van Madrid betreffende den dienst der postcolli.

Des ten oorkonde hebben de hierna genoemde Gevolmachtigden dit Protocol opgemaakt, welk dezelfde kracht en dezelfde waarde zal hebben als waren de bepalingen er van in den tekst zelf van de Bijzondere Overeenkomst, waarop het betrekking heeft, opgenomen, en hebben zij deze onderteekend op één exemplaar, dat zal blijven berusten in de Archieven van de Regeering van Zweden en waarvan een afschrift aan elke Partij zal worden afgeleverd.

Gedaan te Stokholm, den 28^a Augustus 1924.

Voor Albanië :

DAVID BJURSTRÖM.

Voor Duitschland :

W. SCHENK.

K. ORTH.

Voor de Argentijnache Republiek :

M. RODRIGUEZ OCAMPO.

Voor Oostenrijk :

JULIUS JUHLIN.

GUSTAF KIHLMARK.

GUNNAR LAGER.

THORD WENNQVIST.

Voor België :

A. PIRARD.

HUB. KRAINS.

O. SCHOCKAERT.

Voor de Belgische Congo-Kolonie :

M. HALEWYCK.

G. TONDEUR.

Voor Bolivia :

M^{ro}. URRIOLAGOTIA II.

Voor Brazilië :

A. DE ALMEIDA BRANDAO.

J. HENRIQUE ADERNE.

Voor Bulgarije :

N. BOSCHNACOFF.

ST. IVANOFF.

Voor Chili :

CESAR LEON.

L. TAGLE SALINAS.

C. VERNEUIL.

Voor China :

TAI TCH'ENNE LINNE.

Voor de Republiek Columbia :

LUIS SERRANO-BLANCO.

Voor de Republiek Costa-Rica :

V. ANDERSSON.

Voor de Republiek Cuba :

JOSÉ D. MORALES DIAZ.

CESAR CARVALLO.

Voor Denemarken :

C. MONDRUP.

HOLMBLAD.

Voor de Vrije Stad Dantzig :

Dr. ALFRED WY SOCKI.

Dr. MARJAN BLACHIER.

Voor de Republiek San Domingo :

C. G. F. HAGSTRÖM.

Voor Egypte :

H. MAZLOUM.

E. MAGGIAR.

WAHBE IBRAHIM.

Voor Ecuador :**Voor Spanje :**

El Conde de SAN ESTEBAN DE
CAÑONGO.

JOSÉ MORENO PINEDA.
A. CAMACHO.

Voor de Spaansche Koloniën :

MARTIN VICENTE SALTO.

Voor Esthland :

EDWARD WIRGO.

Voor Ethiopië :

B. MARCOS.
A. BOUSSON.

Voor Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

Voor Frankrijk :

M. LEBON.
ROBERT HICGUET.
A. BODY.
DOUARCHE.
G. BÉCHEL.

Voor Algerie :

H. TREUILLÉ.

**Voor de Fransche Koloniën en
Protectoraten in Achter-Indië :**

ANDRÉ TOUZET.

**Voor de gezamenlijke overige
Fransche Koloniën :**

G. PILLIAS.
GINESTOU.

Voor Griekenland :

PENTHÉROUDAKIS.
J. LACHNIDAKIS.

Voor Guatemala :**Voor de Republiek Haïti :**

CARL SCHLYTER.

Voor de Republiek Honduras :**Voor Hongarije :**

O DE FEJÉR.
G. Baron SZALAY.

Voor Britsch Indië.

GEOFFREY CLARKE.
HEMANTE KUMAR RAHA.

Voor IJsland :

C. MONDRUP.
HOLMBLAD.

Voor Italië :

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

**Voor de gezamenlijke Italiaansche
Koloniën :**

LUIGI PICARELLI.
PAOLO RIELLO.
GIOVANNI BARTOLI.

Voor Japan :

S. KOMORI.
H. KAWAI.
H. MAKINO.

Voor Chosen :

S. KOMORI.
R. TAKAHASHI.

Voor de gezamenlijke overige
Japansche onderhoorigheden :

K. SUGINO.
H. KAWAI.

Voor Letland :

ED. KADIKIS.
LOUIS RUDANS.

Voor de Republiek Liberia :

GUST. W. DE HORN DE RANTZIEN.

Voor Litauen :

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS.
ADOLFAS SRUOGA.

Voor Luxemburg :

JAAQUES.

Voor Marokko (met uitsluiting
van de Spaansche Zone) :

F. GENTIL.
WALTER.

Voor Marokko (Spaansche Zone) :

EL CONDE DE SAN ESTEBAN DE
CAÑONGO.
JOSÉ MORENO PINEDA,
A. CAMACHO.

Voor Nicaragua :

Voor Noorwegen :

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Voor de Republiek Panama :

JOSÉ D. MORALES DIAZ.
CESAR CARVALLO.

Voor Paraguay :

GUNNAR LANGBORG.

Voor Nederland :

SCHREUDER.
J. S. VAN GELDER.
J. M. LAMERS.

Voor Nederlandsch Indië :

I. J. MILBORN.
Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. MILBORN.

Voor de Nederlandsche Koloniën
in Amerika :

I. J. MILBORN.
Voor M. W. F. Gerdes Oosterbeek :
I. J. MILBORN.

Voor Peru :

EMIL HECTOR.

Voor Perzië :

FAHIMED DOWLEH.
E. PIRE.

Voor Polen :

D^r ALFRED WYSOCKI.
D^r MARJAN BLACHIER.

Voor Portugal :

HENRIQUE MOUSINHO D'ALBU-
QUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

Voor de Portugeesche Koloniën
in Afrika :

JUVENAL ELVAS FLORIADO
SANTA BARBARA.

**Voor de Portugeesche Koloniën
in Azië en Oceanië :**

**JOAQUIM PIRES FERREIRA
CHAVES.**

Voor Roemenië :

GEORGE LECCA.

Voor de Republiek San Marino :

PERCIVAL KALLING.

Voor Salvador :

Voor het Saargebied :

P. COURTILET.

**Voor het Koninkrijk der Serviërs,
Croaten en Slowenen :**

**DRAGUTIN DIMITRIJEVIC.
SAVA TUTUNDZIC.
MILOS KOVACEVIC.
STOJSA KRBAVAC.**

Voor het Koninkrijk Siam :

PHYA SANPAKITCH PREECHA.

Voor Zweden :

**JULIUS JUHLIN.
GUSTAF KIHLMARK.**

**GUNNAR LAGER.
THORE WENNQVIST.**

Voor Zwitserland :

**P. DUBOIS.
C. ROCHES.**

Voor Tsjecho-Slowakije.

**JUDR. OTOKAR RUZICKA.
JOSEPH ZABRODSKY.**

Voor Tunis :

**F. GENTIL.
BARBARAT.**

Voor Turkije :

**VOOR MEHMED SABRY :
BÉHA TALY.
BÉHA TALY.**

**Voor de Vereeniging van de Socia-
listische Sovjetsrepublieken :**

Voor Uruguay :

ADOLFO AGORIO.

**Voor de Vereenigde Staten van
Venezuela :**

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.



(36)

CHAMBRE
des Représentants

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

approuvant l'Arrangement de l'Union postale universelle, signé à Stockholm, le 28 août 1924, concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van de Schikking der Algemeene Post-Unie, ondertekend te Stockholm, op 28 Augustus 1924, betreffende de postcolli en haar Reglement ter uitvoering.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères, des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères, des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, et des Colonies présenteront en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur, suit :

ARTICLE UNIQUE.

« Sont approuvés : l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux et son règlement d'exécution conclus à Stockholm, le 28 août 1824, entre l'Albanie, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Colonie du Congo Belge, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine,

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien, en van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien en van Koloniën zijn gelast in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Worden goedgekeurd : De Schikking van de Algemeene Post-Unie betreffende de postcolli en hun reglement ter uitvoering ondertekend te Stockholm, op 28 Augustus 1924, tusschen Albanië, Duitschland, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, België, de Kolonie van Belgisch Congo, Bolivië, Brazilië, Bulgarije, Chili, China, de

la République de Colombie, la République de Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark, la Ville libre de Dantzig, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne, les Colonies Espagnoles, l'Esthonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies et Protectorats Français de l'Indochine, l'ensemble des autres Colonies Françaises, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République du Honduras, la Hongrie, l'Inde Britannique, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies Italiennes, le Japon, le Chosen, l'ensemble des autres Dépendances Japonaises, la Lettonie, la République de Liberia, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone Espagnole), le Maroc (Zone Espagnole), le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises, les Colonies Néerlandaises en Amérique, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, les Colonies Portugaises de l'Afrique, les Colonies Portugaises de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de St-Marin, le Salvador, le Territoire de la Sarre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, l'Uruguay et les États-Unis de Venezuela.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1925.

Republiek Columbië, de Republiek Costa-Rica, de Republiek Cuba, Denemarken, de Vrijstad Dantzig, de Dominikaansche Republiek, Egypte, Ecuador, Spanje, de Spaansche Koloniën, Estland, Ethiopië, Finland, Frankrijk, Algerië, de Fransche Koloniën en Protectoraten in Indochina, al de overige Fransche Koloniën, Griekenland, Guatemala, de Republiek Haïti, de Republiek Honduras, Hongarije, Britsch Indië, Ysland, Italië, al de Italiaansche Koloniën, Japan, Chosen, al de overige Japaansche Onderhoorigheden, Letland, de Republiek Liberia, Lithuanië, Luxemburg, Marocco (met uitzondering van de Spaansche grensstreek), Marocco (de Spaansche grensstreek), Nicaragua, Norwegen, de Republiek Panama, Paraguay, Nederland, Nederlandsch Indië, de Nederlandsche Koloniën in Amerika, Peru, Perzië, Polen, Portugal, de Portugeesche Koloniën in Afrika, de Portugeesche Koloniën in Azië en Oceanië, Roemenië, de Republiek St-Marinus, Salvador, het Gebied der Sarre, het Koninkrijk der Serven, Croaten en Slovenen, het Koninkrijk Siam, Zweden, Zwitserland, Tsecho-Slowakije, Tunisië, Turkije, de Vereeniging der Socialistisch-Soviëtische Republieken, Uruguay en de Vereenigde Staten van Venezuela.

Gegeven te Brussel, den 17^e Juli 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

Voor den Koning :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

*Le Ministre des Chemins de Fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

E. ANSELE.

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen, Posterijen en Telegrafien,*

Le Ministre des Colonies,

H. CARTON.

De Minister van Koloniën,